

L'ÉCONOMIE EN 1984

LE SOLEIL

QUÉBEC, SAMEDI 21 JANVIER 1984

CAHIER SPÉCIAL

C'EST REPARTI!

Sévèrement grippée par la récession de 1982, la machine économique canadienne et québécoise s'est remise à tourner l'an dernier. Et il suffirait de peu de choses pour qu'elle se mette à ronronner, au cours de l'année qui débute.

En fait, la plupart des facteurs qui devraient contribuer à une relance soutenue sont maintenant réunis: l'inflation, mal de notre temps, a été littéralement jugulée, à 5,8 pour 100 au cours des douze derniers mois; la confiance des consommateurs et des gens d'affaires demeure bien plus élevée qu'il y a un an; les perspectives sont bonnes au chapitre des taux d'intérêt, enfin stabilisés à 11 pour 100 en ce qui regarde le taux préférentiel...

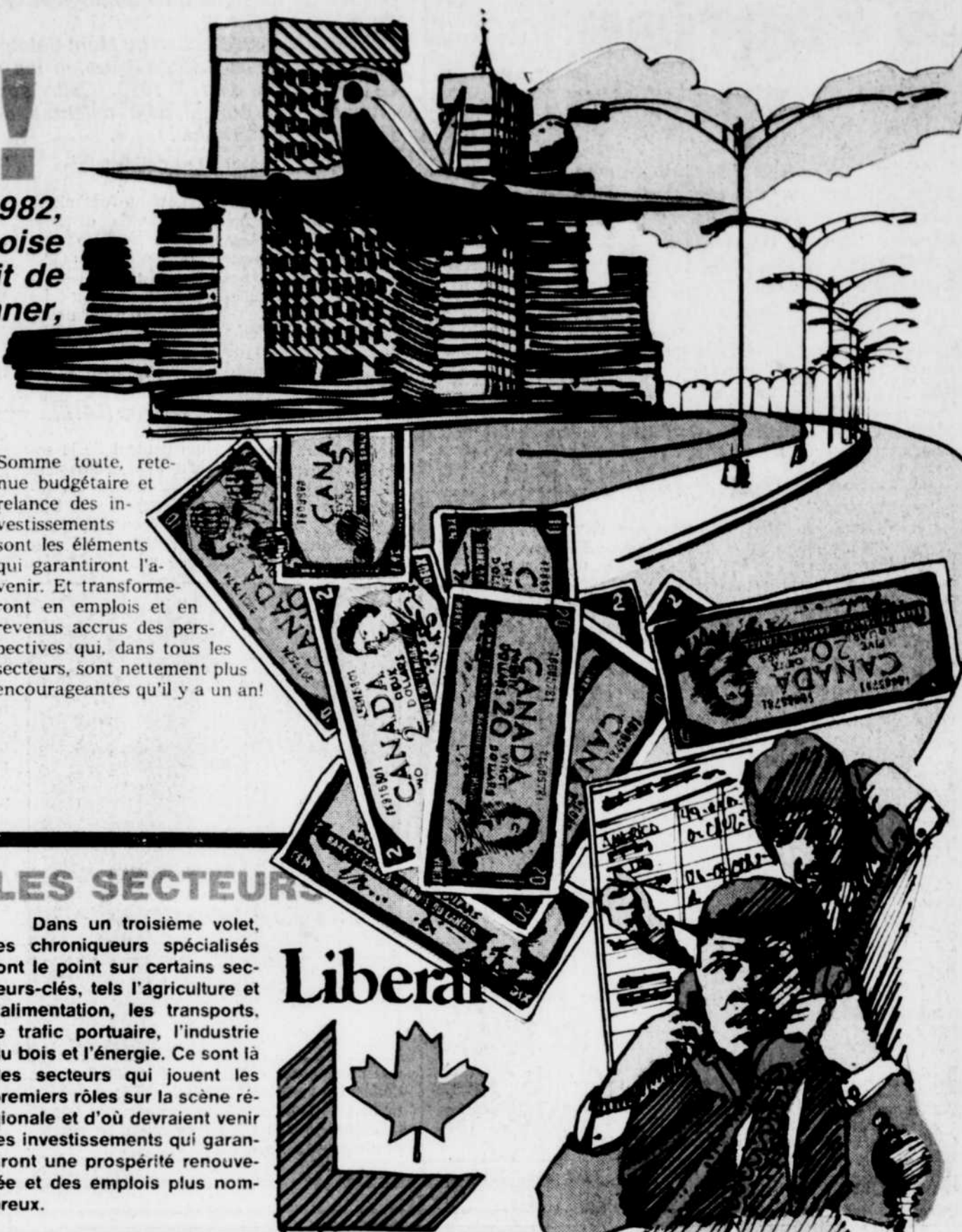
— Denis ANGERS —

Ces augures favorables devraient faire de 1984 une bonne année, sur le front de l'économie. Une condition majeure reste toutefois à remplir pour qu'elle soit excellente: il faut que les gens d'affaires traduisent en investissements

concrets leur confiance retrouvée. Jusqu'à maintenant en effet, la relance a surtout été l'affaire des consommateurs qui se sont rués sur les magasins de détail. Et bien peu le fruit d'un effort d'investissement de la part des sociétés. Or, c'est seulement grâce aux dépenses d'immobilisation que pourront être créés les emplois qu'espèrent les trop nombreux chômeurs canadiens, les 1,300,000 oubliés de la reprise.

Et puis, cette année encore, il faudra que les argentiers publics usent de discernement, sabrent dans des déficits exagérés, réduisent une dette nationale qui, sur le marché extérieur, place le Canada juste derrière le Brésil et le Mexique parmi les pays les plus endettés. Et ce, en vertu d'emprunts à l'étranger totalisant \$76 milliards!

Somme toute, retenue budgétaire et relance des investissements sont les éléments qui garantiront l'avenir. Et transformeront en emplois et en revenus accrus des perspectives qui, dans tous les secteurs, sont nettement plus encourageantes qu'il y a un an!



M. Raymond Blais

LE QUÉBEC

A l'aube de 1984, comment peut-on jauger cette année qui devrait être celle de la stabilisation économique, du raffermissement d'une reprise encore bien timide? C'est à cette question qu'ont voulu répondre les 17 journalistes du SOLEIL qui ont collaboré à ce cahier spécial sur les perspectives économiques. Et ces réponses, ils les ont glanées un peu partout, par région ou par secteur d'activité.

Ainsi, dans un premier temps, l'état d'ensemble de l'économie du Québec fait l'objet d'articles qui mettent en relief le portrait qu'en traçaient hier les ministres à fonctions économiques du cabinet Lévesque. Suit l'appréciation du président de la première institution financière du Québec, M. Raymond Blais du Mouvement Desjardins.

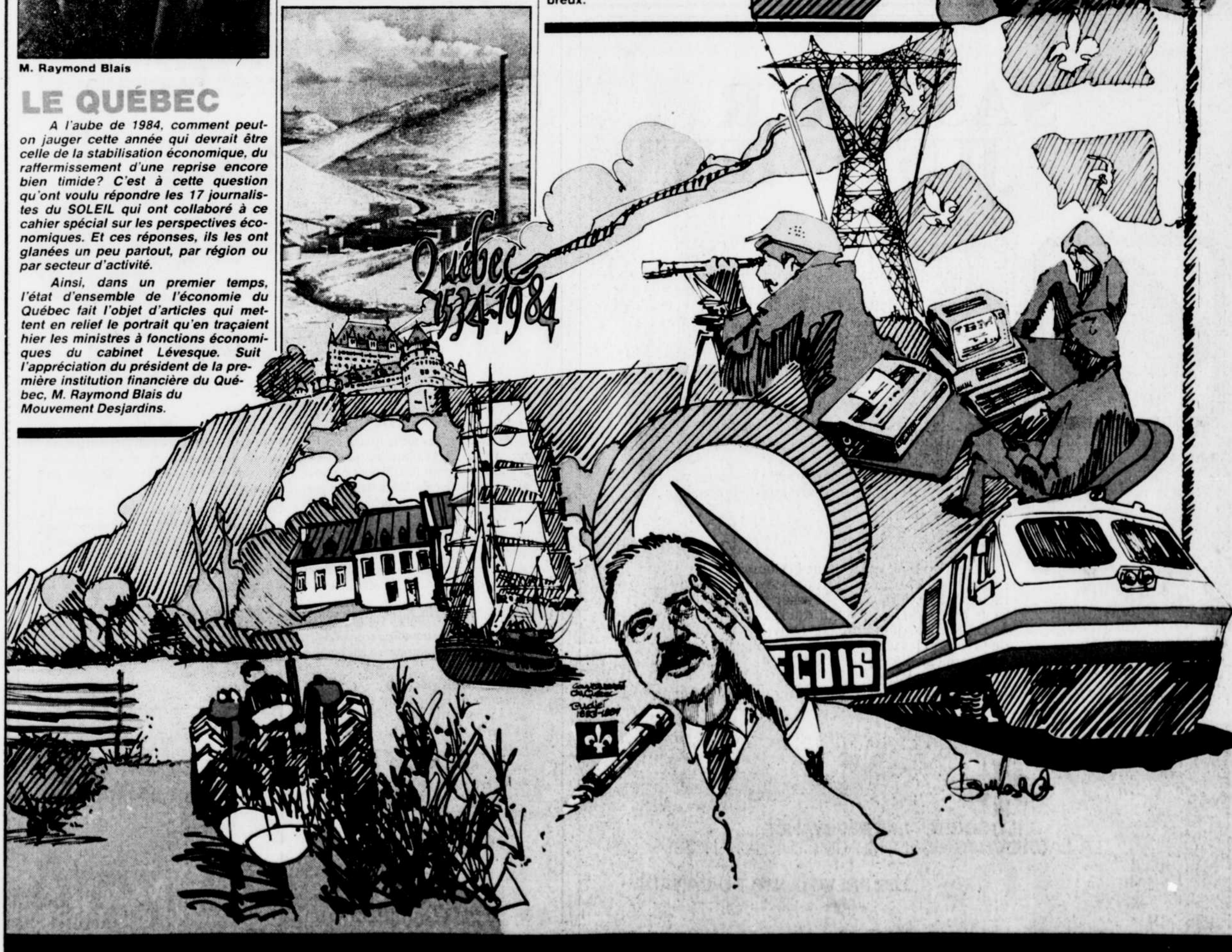
LES RÉGIONS

Dans un deuxième segment, les journalistes du SOLEIL oeuvrant dans toutes les régions de l'Est québécois rapportent les espoirs, les projets, les réalisations qui défraient la chronique régionale. Et ce, aux quatre coins d'un territoire immense qui s'étend de Gaspé à Thetford-Mines, de Sept-Îles à Montmagny... Le tout, de manière à saisir ce que l'année 1984 réserve à cet Est de Québec à l'économie encore fragile qui a durement écopé, durant la récession.

LES SECTEURS

Dans un troisième volet, les chroniqueurs spécialisés font le point sur certains secteurs-clés, tels l'agriculture et l'alimentation, les transports, le trafic portuaire, l'industrie du bois et l'énergie. Ce sont là des secteurs qui jouent les premiers rôles sur la scène régionale et d'où devraient venir les investissements qui garantiront une prospérité renouvelée et des emplois plus nombreux.

Liberal



Le pari:

Récolter ce qu'on a semé

En 1984

La reprise sera modérée

Toutes les conditions sont réunies pour que la reprise économique ait un caractère soutenu mais modéré au cours des prochaines années, estiment les deux plus importantes sociétés d'Etat québécoises, Hydro-Québec et la Caisse de dépôt, dans leurs perspectives annuelles.

Toutes deux constatent le regain de confiance des consommateurs consécutif à la baisse des taux d'intérêt et d'inflation et prévoient une croissance continue du produit intérieur brut pour les deux prochaines années.

Selon les analystes de la Caisse de dépôt, la reprise sera plus vigoureuse au Québec au début pour ressembler par la suite à celle de l'ensemble du pays.

Hélène BARIL

Pour ceux d'Hydro-Québec, deux facteurs empêcheront la croissance économique d'être aussi forte qu'après les ralentissements antérieurs à celui survenu en 1981-1982. La population ne croît pas au même rythme qu'avant et la productivité reste faible. D'autre part, les taux d'intérêt devraient demeurer relativement élevés et les déficits gouvernementaux interdisent l'adoption de politiques résolument expansionnistes.

A la Caisse de dépôt, on prévoit que la croissance atteindra un sommet en 1986, avant d'être stoppée par une nouvelle récession.

Voici une partie de leurs estimations:

	Hydro	Caisse de dépôt
PIB		
1983	2%	3%
1984	3.5%	3.9%
1985	2.7%	3.1%
1986	2.7%	2.2%
Taux de chômage		
1983	14.1%	14%
1984	13.2%	13.4%
1985	13.1%	12.7%
1986	12.7%	11.8%
Revenu disponible		
1983	0.0%	-3.6%
1984	3.9%	4.5%
1985	2.5%	2.1%
1986	2.5%	1.3%

* variations en pourcentage comparativement à l'année précédente.

Le pari que fait maintenant le gouvernement québécois, c'est que l'économie est maintenant en mesure de récolter en 1984 les fruits de la reprise nourrie par la pléiade de mesures qu'il a adoptées au cours des deux dernières années.

Pour le plan d'action du Mont Sainte-Anne seulement, c'est à \$6.9 milliards qu'il évalue les résultats en nouveaux projets d'ici à 1990. Cette somme inclut, bien entendu, les projets déjà célèbres de Pêchiney, Bell Helicopter et Reynolds.

On compte aussi beaucoup sur les résultats à venir du programme AGIR, encore au stade du décollage mais qui devrait avoir des retombées supérieures aux sommes investies.

En plus de cet effet cumulatif, un réservoir de projets s'est cons-

Les points faibles

Le vent d'optimisme qui souffle dans le monde de l'économie en général et au Québec en particulier fait presque oublier les nombreuses inconnues qui demeurent. Pourtant, ils sont nombreux les spécialistes

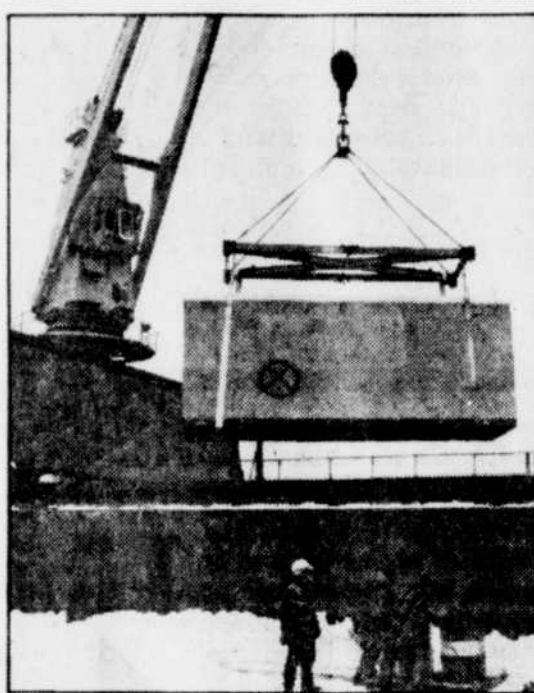
flation et une hausse des taux d'intérêt sont toujours possibles.

Autres facteurs qui pourraient mettre des bâtons dans les roues de la reprise au Québec, les faiblesses dont souffre encore notre économie.

L'emploi d'abord, qui reste à un niveau

Hélène BARIL

titué dans les différents ministères et si M. Parizeau se montre peu disert à ce sujet, il avance que leur valeur atteindrait \$3.7 milliards.



Le commerce extérieur du Québec reste concentré vers les États-Unis, et le dollar canadien face aux monnaies européennes ralentit la demande des clients étrangers envers les produits québécois.

anémique malgré les gains enregistrés en 1983. La population active augmentant plus rapidement que le nombre de nouveaux emplois, le chômage reste élevé, ce qui fait que pour beaucoup de consommateurs, la reprise reste une abstraction.

Le secteur manufacturier a beaucoup souffert de la récession. Les perspectives d'investissements et d'emplois y demeurent donc faibles et la productivité de ce secteur est moins intéressante au Québec qu'ailleurs au Canada.

Enfin, le commerce extérieur québécois est encore plus concentré vers les États-Unis en cette année de reprise. L'appréciation du dollar canadien face aux monnaies européennes influe à la baisse sur la demande en produits québécois de nos clients européens.

Les ventes et immobilisations ont augmenté

Les dépenses en biens durables et semi-durables, au Québec en 1983, ont augmenté de 7.8 pour 100 par rapport à celles de 1982, de sorte que les ventes au détail ont atteint \$25.3 milliards, comparativement à \$23.5 milliards en 1982.

C'est ce qu'annonce un document sur la situation économique du Québec publié par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Les immobilisations se sont élevées à \$13.5 milliards, une hausse de 2.6 pour 100 par rapport à 1982. Elles ont augmenté de 4.2 pour 100 dans le secteur agricole, mais ont diminué de 8 pour 100 dans le secteur de la pêche, de 1.5 pour 100 dans celui de la fabrication et de 0.1 pour 100 dans le secteur privé.

Après avoir connu une baisse de 5.4 pour 100 de ses investissements en 1982, le secteur des aliments et boissons a vu ses immobilisations s'accroître de 2.3 pour 100 pour se situer à \$186.6 millions en 1983.

Le produit intérieur brut — PIB — a augmenté de 3 pour 100 en dollars constants. Cette performance, parmi les meilleures au Canada, résulte principalement de l'augmentation des constructions domiciliaires et des ventes au détail, dit le document.

Une amélioration substantielle du secteur agro-alimentaire a permis au secteur agricole d'afficher une hausse de 7.8 pour 100 de son PIB, alors que l'industrie des aliments et boissons connaissait une augmentation de 1.3 pour 100.

Le PIB mesure la valeur marchande de tous les biens et services produits par une économie provinciale au cours d'une année et comprend aussi la rémunération de tous les facteurs de production: main-d'œuvre, capital et esprit d'entreprise. Il est employé pour évaluer la croissance économique et mesurer la contribution de chaque secteur productif à cette croissance.

Le secteur manufacturier stimulé par une demande élevée de produits dérivant de l'aluminium et des produits du bois a connu une hausse de 7.5 pour 100 en dollars constants en 1983.

Le nombre d'emplois dans l'ensemble de l'économie du Québec s'est accru en 1983 de 32,900, comparativement à des pertes de 145,000 en 1982. Le secteur agricole a connu une hausse de 4.6 pour 100 du niveau d'emploi et celui de l'industrie des aliments et boissons, de 1.9 pour 100.

Par contre, le secteur de la fabrication, dans son ensemble, a enregistré une diminution de 1.7 pour 100 de son niveau d'emploi.

Malgré la hausse du niveau d'emploi dans l'ensemble de l'économie, le taux du chômage s'est maintenu à 14 pour 100, soit sensiblement au même niveau qu'en 1982, en raison d'une croissance de 1.7 pour 100 de la population active.

S'ASSURER JUSTEMENT



Copropriétaire!

Pour répondre à vos propres besoins d'assurances, nous avons conçu une police tout à fait particulière: la Combinée des copropriétaires.

Cette assurance constitue un produit très moderne, vraiment complet et concurrentiellement avantageux. Elle vous mettra à l'abri de surprises désagréables puisque:

- les parties immobilières exclusives sont assurées sur une base complémentaire;
- le risque de cotisation spéciale imposée à la suite d'un sinistre assuré et affectant les parties communes est couvert;
- selon vos exigences et la nature de vos biens, vous pouvez choisir entre trois niveaux de protection: l'Économique, l'Usuelle, la Supérieure.

Quel que soit votre choix, la Combinée des copropriétaires s'adapte à n'importe quelle déclaration de copropriété et vous assure justement. Il en va de même de notre Multirisque des immeubles en copropriété qui permet de couvrir avec autant de précision les véritables besoins collectifs des copropriétaires.

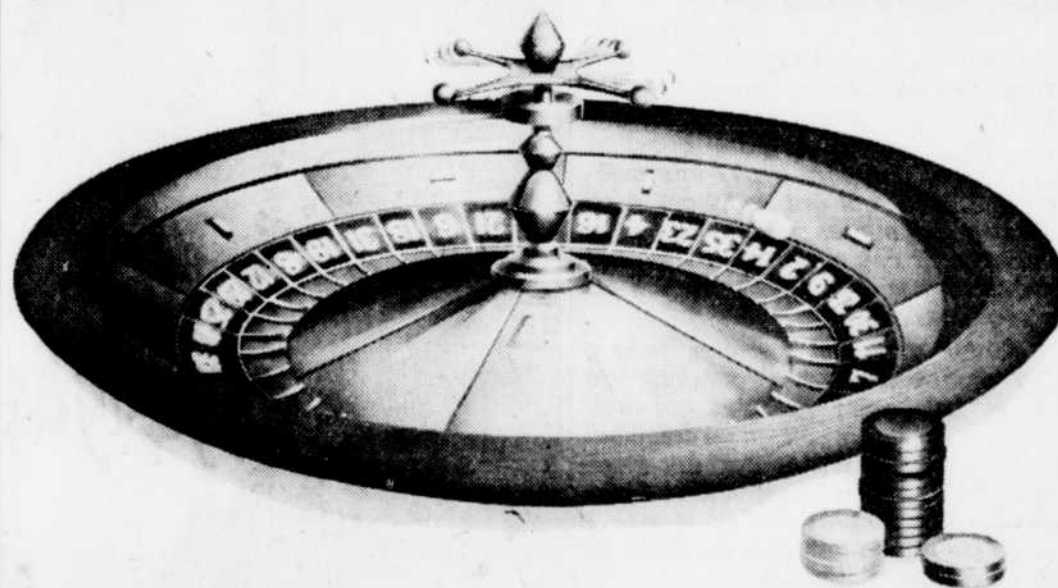
Communiquez avec votre courtier pour plus d'information.

**LE GROUPE
LA LAURENTIENNE**

**LA PRÉVOYANCE
COMPAGNIE D'ASSURANCES**

**LES PRÉVOYANTS DU CANADA
ASSURANCE GÉNÉRALE**

Comptez-vous sur le hasard pour vos ressources humaines?



Vous ne comptez pas sur le hasard pour assurer vos besoins en matières premières, pour moderniser vos installations ou pour obtenir des débouchés. Vous planifiez vos opérations. Faites-vous de même pour vos ressources humaines?

Emploi et Immigration Canada peut vous aider de multiples façons à faire la planification de vos ressources humaines. Celle-ci permet aux entreprises de déterminer à l'avance:

- les besoins en personnel, par profession;
- la disponibilité des travailleurs compétents, qu'ils viennent des entreprises elles-mêmes ou d'ailleurs;
- les mesures, programmes et stratégies en matière de recrutement et de formation qui permettront aux entreprises de s'assurer la main-d'œuvre requise.

Avec une bonne gestion des ressources humaines, vous éviterez les risques de crise et vous contribuerez à la relance de l'économie nationale tout en créant ou en sauvegardant des emplois.

Vous profiterez d'une plus grande stabilité au sein de votre personnel, d'une productivité accrue, donc d'une amélioration de vos affaires.

Emploi et Immigration Canada a préparé à l'intention des employeurs une documentation élaborée portant sur ses services gratuits en matière de planification des ressources humaines pour faire face aux besoins des années 1980.

Pour obtenir ces documents, s'adresser à un Centre d'Emploi du Canada ou envoyer le bon ci-dessous.

Votre main-d'œuvre ne saurait être le fruit du hasard.

Envoyez à: Emploi et Immigration Canada
Succursale Alta Vista, B.P. 9762
Ottawa K1G 4E7

NOM

ADRESSE

PROV.

CODE POSTAL



Emploi et
Immigration Canada
John Roberts, Ministre

Employment and
Immigration Canada
John Roberts, Minister

Canada

Le défi du gouvernement québécois Une reprise à soutenir

Soutenir et intensifier la relance qui s'est amorcée au Québec en milieu d'année 1983, tel est le défi qui s'impose au gouvernement québécois au début de 1984.

C'est presque en effet le début d'un temps nouveau pour un gouvernement qui s'est débattu depuis un an et demi avec les pires nouvelles économiques qu'ait connues la province depuis les années trente.

L'état de l'économie du Québec, tel que le ministre des Finances Jacques Parizeau en a tracé hier le portrait revu et corrigé, est assurément le plus réjouissant qu'il lui ait été donné de faire depuis longtemps. Plus que l'optimisme qui est de mise à la fin d'un mandat électoral, les principaux indicateurs économiques permettent de substituer à l'image d'un Québec à genoux, brisé par la récession, celle d'une économie en voie de redressement plus rapide que chez nos partenaires canadiens.

D'abord, le produit intérieur brut, c'est-à-dire la somme des biens et services produits au cours d'une période donnée, a été révisé à la hausse et devrait progresser de 3 pour 100 en 1984.

Les exportations du Québec, qui ont tôt fait de bénéficier de la vigoureuse reprise américaine, se sont mises à augmenter dès le début de 1983. L'augmentation des ventes au détail, en valeur réelle, est aussi supérieure à celle constatée dans l'ensemble du Canada. Pour la construction résidentielle, le Québec bat la marche: une augmentation de 75 pour 100 des mises en chantiers pour les neuf premiers mois de 1983 comparée à une hausse de 30 pour 100 au Canada.

Même le niveau d'investissement, qui tarde encore à se redresser,

progresserait, selon les intentions exprimées, plus rapidement au Québec (2,6 pour 100) que dans l'ensemble du Canada (-1,7 pour cent).

Les responsables

La reprise québécoise, donc, se caractérise de la façon suivante: elle est d'abord le fait de la relance américaine, qui a stimulé nos exportations. Elle est ensuite soutenue par le regain de confiance apparu chez les consommateurs, comme le démontre la hausse des ventes au détail. Enfin, la poussée de la construction domiciliaire due aux incitatifs gouvernementaux constitue un élément moteur de cette reprise.

Hélène BARIL

Si, dans les facteurs à l'origine de ce redressement, le gouvernement québécois reconnaît la primauté de la baisse des taux d'intérêt et d'inflation, ainsi que le rôle de la forte reprise aux États-Unis, il ne s'en attribue pas moins une part importante. Et ce, en raison des mesures adoptées au beau milieu de la crise, quand rien n'allait plus.

Ces mesures ont d'abord été à caractère d'urgence. Le plan d'aide à la PME, dit plan Biron, a été la première. Puis est venue Corvée-habitation, dont les résultats ont dépassé les espérances, et diverses mesures d'aide à l'emploi qui n'ont pas connu le même succès.

C'était en 1982. Au début de 1983, un train de mesures destinées à

sortir le Québec de la crise était annoncé en grandes pompes. Le plan d'action du Mont Sainte-Anne avait pour but d'accélérer l'investissement privé, de faciliter la pénétration de nouveaux marchés et d'implanter "pour le vrai" le virage technologique. A la même occasion était décidé le prolongement des mesures d'urgence mises en place l'année précédente.

Le gouvernement québécois évalue à \$2 milliards les investissements que ce plan d'action aura suscités en 1983 en tenant compte des investissements publics et privés, de Corvée-habitation, des projets de développement supportés par le gouvernement et des incitatifs fiscaux.

Le temps d'AGIR

Fin 1983, la reprise a déjà pointé le bout de son nez. Le deuxième train de mesures adoptées par le gouvernement à Compton en novembre vise donc à régler les problèmes qui semblent avoir un caractère permanent. L'emploi d'abord, dont le niveau n'augmente que péniblement et à un rythme insuffisant. Et les problèmes, chroniques, de capitalisation des entreprises.

Les actions gouvernementales d'intensification de la relance (AGIR) consistent donc en un programme de garanties de prêts pour les entreprises, un élargissement de la politique des rabais d'électricité, la prolongation de Corvée-habitation et un effort du côté du reboisement. En complément, les projets d'investissements publics qui étaient restés sans résultats ont été réévalués et remis à l'agenda, tel le programme d'assainissement des eaux. Enfin, des modifications ont été apportées aux programmes de création d'emplois de façon à faciliter le retour aux études des jeunes, la formation en entreprises et le travail communautaire pour les assistés sociaux.

La tâche des nouveaux ministères

Asseoir la croissance sur des bases solides

Les deux plus jeunes ministères du gouvernement québécois entendent bien donner un coup de collier en 1984 pour asseoir la reprise sur des bases solides.

Le ministère de la Science et de la Technologie s'est donné d'ambitieux objectifs. D'abord placer le Québec au premier rang des provinces canadiennes pour la formation scientifique et technique. Rien de moins! Pour ce faire, la collaboration du ministère de l'Éducation sera requise afin que le nombre d'étudiants dans les disciplines dites technologiques augmente de 5.000 en trois ans. Que 800 nouveaux chercheurs soient formés durant la même période. Quinze millions doivent être consacrés à la modernisation des équipements de laboratoires et ce, dans le même but.

Seconde priorité, doubler le personnel scientifique et technique des entreprises québécoises où 1.600 professionnels ont été recensés en 1982.

L'équipe de M. Gilbert Paquet compte aussi accroître la coopération scientifique entre entreprises et universités, de deux façons. En tentant d'inciter les professeurs et les chercheurs à

faire des stages au sein des entreprises et par la création de lieux propices à ce type d'échanges, les centres spécialisés dont la nomenclature est déjà connue: centre de recherche en électrochimie, bureautique, télématique, etc.

Le développement des entreprises qui font de la recherche-développement est une autre voie que privilégiera le ministère à partir du

Hélène BARIL

constat suivant: ces activités se concentrent dans les très grosses entreprises. Il s'agit donc d'encourager la recherche et l'innovation chez les plus petites, en fait leur faire prendre le virage dont on parle tant.

Le ministre du Commerce extérieur, pour qui "the world is the limit" en ce qui concerne les échanges commerciaux du Québec, entend, lui, faire des efforts tous azimuts pour développer et les marchés et l'offre à l'exportation.

Plus concrètement, les effectifs de la délégation québécoise à Dallas seront triplés cette année et un nouvel attaché commercial aura la responsabilité d'accroître les ventes vers les pro-

vinces maritimes. Des secteurs cibles ont été identifiés: l'industrie aérospatiale, celles du gaz, du pétrole, des mines, de la forêt avec un appui aux secteurs de l'électronique et du matériel de transport.

Ailleurs dans le monde, les cibles s'appellent Espagne, Grèce, Portugal et Yougoslavie pour les nouveaux marchés que ces pays offrent, mais aussi le Japon pour qui l'énergie québécoise est un attrait. La présence québécoise dans le reste de l'Asie, en Afrique et en Amérique du Sud sera renforcée et amplifiée, dit-on, et des activités de prospection seront engagées au Moyen-Orient.

Quant à l'offre à l'exportation, elle est surtout constituée ici de quincaillerie et de matériaux de construction. C'est à l'aide des services qu'il offre aux PME que le ministère du Commerce extérieur entend la diversifier. Il estime qu'entre 600 et 800 entreprises québécoises y auront recours cette année.

Enfin, le ministère a l'intention de se mêler des dossiers internationaux tels la coopération économique, les échanges commerciaux en général et les accords du GATT en particulier.

L'AVA peut vous aider dans votre recherche de sécurité financière



AVA (CLU) est le sigle de l'assureur-vie agréé. C'est un titre professionnel qu'on accorde aux agents d'assurance-vie qui ont réussi à un programme d'études rigoureux, qui ont l'expérience requise et qui font preuve d'une conduite professionnelle exemplaire.

Quels que soient ses besoins en matière d'assurance, qu'ils se situent au niveau personnel, familial ou commercial, en s'adressant à l'AVA (CLU) celui qui veut s'assurer bénéficie des conseils d'un professionnel en assurance-vie. Au sein d'une équipe de planification financière, l'AVA (CLU) a une place d'importance. Lui-même professionnel, il travaille en étroite collaboration avec des comptables, des avocats, des administrateurs de fiducie et d'autres professionnels qui s'occupent de planification successorale et de protection de l'entreprise.

Les membres du Chapitre de Québec de l'Institut des assureurs-vie agréés se feront un plaisir de répondre à vos besoins d'assurance-vie.



L'Institut des assureurs-vie agréés du Canada

CHAPITRE DE QUEBEC

J'ai trouvé un excellent restaurant pour célébrer notre anniversaire...

Parce que

**MOI, JE LIS
LE SOLEIL
TOUS LES JOURS!**

**abonnement:
647-3333**

Nous avons notre façon bien à nous d'envisager l'avenir. Cette vision spéciale a guidé notre politique de diversification et d'expansion mondiale et nous a placés parmi les leaders du marché international des textiles. C'est en regardant l'avenir que nous avons parcouru la route entre les simples tissus et les géotextiles. Entre le Canada et l'Europe. Entre une seule usine et 40 installations d'avant-garde. Notre vision de l'avenir nous mènera encore loin!

DOMINION TEXTILE INC.
Une présence quotidienne dans votre vie.

REER



VOTRE SPÉCIALISTE ...

Trust Royal

1874 D'ESTIMAUVILLE QUÉBEC P.Q. 667-7318

1122 CHEMIN ST-LOUIS, SILLERY P.Q. 681-7241

2700 BOUL. LAURIER STE-FOY P.Q. 658-1013

Raymond Blais mise sur du solide

Le Mouvement Desjardins souhaite à l'aube de 1984 une reprise "lente mais solide" à l'image de sa propre marque de commerce. C'est ce que soutient le président Raymond Blais de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec au cours d'une entrevue au SOLEIL.

D'ailleurs, le mouvement, dont il préside les destinées, "n'entend rien casser en 1984". Non pas que les caisses populaires et leurs institutions affiliées se reposent sur leurs lauriers mais cet esprit de prudence, qui les a guidées de façon presque constante, demeure toujours aussi vivant.

Le mouvement a encaissé ses plus durs coups de la crise en 1981. Depuis, la situation n'a pas cessé de s'améliorer. "Les chiffres de 1983 ne sont pas encore connus, indique Raymond Blais, mais déjà je puis assurer qu'ils seront beaucoup plus favorables qu'en 1982. Et 1982 avait été moins désolant que 1981".

Les pertes sur prêts auront été beaucoup moins élevées en 1983 comparativement aux \$77 millions en 1982. Et la croissance "aura été très acceptable comparativement aux banques", selon Raymond Blais.

Relance

C'est cette allure qu'entend

maintenir le Mouvement Desjardins. Et les prévisions des spécialistes semblent justifier cet optimisme modéré. Car si les dépenses de consommation devaient augmenter, il n'est pas assuré que les dépenses d'investissement aient la même intensité. Plus encore, le chômage devrait demeurer élevé en dépit d'un niveau d'emploi plus stable.

Par contre les taux d'intérêt devraient légèrement diminuer pour remonter après les élections américaines en novembre. Dès lors, on prévoit que la demande de prêts de la fin de 1983 devrait se poursuivre, que les entreprises rebâtissent leurs stocks et peut-être même qu'elles réaliseront certains projets d'expansion.

Face à cette relance, qui s'est manifestée plus fortement dans certaines régions, le Mouvement Desjardins est prêt à y aller de sa contribution. Déjà certaines fédérations ont presque épuisé leurs liquidités. Une situation qui est loin

de déplaire à Raymond Blais car ces fédérations n'ont pas d'argent qui dort. Toutefois certaines fédérations, comme celle de Québec, ont encore un niveau élevé de liquidités. Celles-ci sont donc en position pour répondre seules aux besoins de la relance.

Quant aux autres, les fédérations dont les liquidités ont été engagées en prêts, le mouvement viendra jouer son rôle complémentaire avec ses institutions. Desjardins compte donc se montrer encore plus dynamique dans le domaine du prêt aux entreprises. La Caisse centrale Desjardins, cet

Jean-Charles GRENIER

agent financier du mouvement, est là avec son immense réservoir de fonds pour répondre aux besoins des fédérations qui "sont de mieux en mieux équipées, précise Raymond Blais, pour réaliser des prêts aux PME".

Moyen terme

Néanmoins, les caisses populaires comme nombre d'institutions financières, éprouvent des difficultés à recueillir de l'épargne placée à moyen terme soit pour des périodes de trois à cinq ans.

"Quand les gens seront convaincus qu'il n'y aura plus de flambée des taux d'intérêt, ils engageront leurs épargnes à moyen terme, soutient Raymond Blais estimant que ce n'est pas parce qu'ils ont besoin de leur argent dans six mois ou un an qu'il font un placement à ces termes mais plutôt parce qu'ils ne veulent pas rater l'occasion si les taux devaient augmenter fortement.

"C'est pourquoi, explique le président du Mouvement Desjardins, j'ai déjà lancé l'idée que les gouvernements accordent un avantage fiscal à ceux qui font des dé-

vantage de dépôts à moyen terme. La Fiducie du Québec et la Caisse centrale Desjardins du Québec pourraient aisément se voir confier cette tâche.

Enfin, qui sait, de nouveaux produits, des modes d'épargne al-

léchants pourraient être lancés en 1984 par Desjardins. Son président Raymond Blais est fort peu loquace à ce sujet. Tout au plus avoue-t-il "je ne puis dire aujourd'hui qu'il n'y aura pas de nouveaux produits en 1984".



pôts à moyen terme. On pourrait imaginer à titre d'exemple que les intérêts sur les dépôts de six mois ou un an soient entièrement imposables tandis que cette proportion pourrait diminuer à 40 pour 100 dans le cas des dépôts de trois ans et à 20 pour 100 dans le cas des dépôts de cinq ans."

Mais puisque cette suggestion, qui aurait pu contribuer à la stabilité de l'économie, est demeurée lettre morte, le Mouvement Desjardins ne doit compter que sur ses propres moyens afin d'augmenter l'épargne à moyen terme ce qui lui permettrait en retour de prêter à moyen terme.

Desjardins est loin d'être démunie car il peut compter sur deux institutions pour recueillir da-

Il y a bien loin depuis la formation de la première caisse populaire dans la maison du fondateur du mouvement, Alphonse Desjardins, à l'intersection des rues Guénette et Mont-Marie, à Lévis.



Desjardins fait sentir toute sa présence à Lévis où l'on retrouve une partie des institutions du mouvement.

Profitez de nos taux spéciaux REER

☐ Garantie de taux sur les transferts
☐ Aucuns frais
☐ Taux passibles de changer

☐ Intérêts annuels réinvestis aux taux en cours
☐ Même taux offerts sur les CPC

☐ Option épargne 7,5% révisé trimestriellement, crédit semi-annuellement

Termes ordinaires	9 1/4% 1 AN	9 3/4% 2 ANS	10 1/2% 3 ANS	10 3/4% 4 ANS	11% 5 ANS
Termes spéciaux	9 1/2% 18 MOIS	—	10 5/8% 42 MOIS	—	11 1/4% 56 MOIS

VEZ-NOUS VOIR OU TÉLÉPHONEZ À FRAIS VIRÉS

Québec: 1155, chemin Saint-Louis (418) 681-0277
Montréal: 15141 282-1880 • Ottawa: (613) 238-6084

Crédit Foncier
FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

Institution inscrite: Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre: Société d'assurance-dépôts du Canada

PRIX SPÉCIAL D'INTRODUCTION

ComputerLand
magasins d'ordinateurs

L'ORDINATEUR PORTATIF QUI ALLIE PUISSANCE ET MOBILITÉ: LE COMPAQ

Laissez les experts de ComputerLand vous démontrer la facilité d'utilisation de l'ordinateur portatif COMPAQ. Même s'il est léger, il dispose d'une impressionnante mémoire vive de 256 K octets expansible jusqu'à 704 K. De plus, le COMPAQ utilise les logiciels conçus pour l'ordinateur personnel IBM. Le COMPAQ permet un affichage de 80 colonnes sur un écran de 9" et son clavier est de type IBM.

Vous pouvez vous procurer le COMPAQ chez ComputerLand à notre prix spécial d'introduction. Vous y trouverez aussi les logiciels, les accessoires ainsi que le service qui vous permettront d'obtenir la performance maximale de votre ordinateur portatif COMPAQ.

Plus de 600 magasins à travers le monde

ComputerLand
magasins d'ordinateurs

888, rue St-Jean (entrée rue Dufferin) 2600, boul. Laurier (Place Belle Cour)
Québec - G1R 5H6 - 524-5265 Ste-Foy - G1V 2L1 - 659-6540

Heures d'ouverture: lundi au vend. 9:30 à 17:30 le samedi 9:30 à 17:00

Marque déposée de IBM Canada Ltée
Marque déposée de Compaq Computer Corporation

FAITES CONNAISSANCE AVEC L'AVENIR

ÉPARGNE-RETRAITE

"Desjardins, un excellent choix!"

La compétence d'experts

"Je cherchais un service de qualité et des ressources compétentes... alors, pour mon épargne-retraite, j'ai choisi ma caisse Desjardins. Ce sont des experts!"

Un rendement concurrentiel

"Un REER? Oui... à condition qu'il s'agisse du REER Desjardins. Ils ont des taux très concurrentiels et nous, on tient à faire fructifier nos épargnes, tout en réalisant des économies d'impôts."

Un service personnalisé

"Mon REER, je l'ai pris à ma caisse Desjardins. Là, j'étais sûre d'avoir toute l'information et les conseils qu'il me fallait... C'est ça, un service personnalisé!"

desjardins
Une ressource naturelle.

Les caisses Desjardins offrent des REER à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable.

Desjardins remplit son rôle

Le Mouvement Desjardins n'aura de cesse en 1984 d'approfondir son implication avec le milieu et les administrations gouvernementales réalisant ainsi ce rôle social qui est le propre d'une institution coopérative.

C'est ce qui se dégage du tour d'horizon qu'a fait du Mouvement son président Raymond Blais au

cours d'une entrevue au SOLEIL en ce début d'une nouvelle année.

Habitation

Dans le domaine de l'habitation, le plus important prêteur hypothécaire du Québec, qui a su adapter des prêts aux demandes impérieuses de la crise, s'apprête à répondre aux exigences des lendemains de crise.

Après avoir lancé dans certaines régions l'hypothèque à l'abri, dont le remboursement ne peut dé-

passer la hausse du coût de la vie, le Mouvement Desjardins travaille de concert avec la Société d'habitation Alphonse-Desjardins à de nouvelles formes d'hypothèque.

Et puisque le programme Corvée-habitation, déjà amoindri, prendra fin en juillet, on explore de nouvelles avenues chez Desjardins afin de continuer à jouer un rôle majeur dans le secteur domiciliaire. Raymond Blais lève une partie du voile en révélant que le Mouvement étudie avec le gouvernement québécois un protocole touchant le secteur de la rénovation. "Un secteur où Desjardins aura un rôle à jouer", reconnaît Raymond Blais.

Jean-Charles GRENIER

passer la hausse du coût de la vie, le Mouvement Desjardins travaille de concert avec la Société d'habitation Alphonse-Desjardins à de nouvelles formes d'hypothèque.

Et puisque le programme Corvée-habitation, déjà amoindri, prendra fin en juillet, on explore de nouvelles avenues chez Desjardins afin de continuer à jouer un rôle majeur dans le secteur domiciliaire. Raymond Blais lève une partie du voile en révélant que le Mouvement étudie avec le gouvernement québécois un protocole touchant le secteur de la rénovation. "Un secteur où Desjardins aura un rôle à jouer", reconnaît Raymond Blais.

Les affaires

Mais Desjardins c'est d'avantage que ce lien traditionnel avec l'habitation. Le domaine des affaires en est un où il s'engage de plus en plus. Et c'est pourquoi il n'a

à l'asphyxie qui peut découler de ce phénomène.

Innovations

Toujours au sujet des innovations, le Mouvement entamera vraisemblablement la seconde étape du "Fonds de récupération Desjardins". Celui-ci, qui vise les \$2 millions, a déjà recueilli \$800,000 prêts sans intérêt par ses membres jusqu'en 1983. Ce fonds va permettre le lancement d'une usine de désencrage de papier journal à Breakeyville sur la rive sud de Québec.

"Le verdict est presque rendu, avance Raymond Blais, et si l'entreprise démarre à temps, il n'est pas impossible qu'à la fin de 1984 ou encore en 1985 des actions de celle-ci admissibles au Régime d'épargne-action (REA) soient émises."

"Et pourquoi pas, poursuit sur sa lancée le président Blais, ne pas

songer à d'autres projets dans cette même veine?"

Coopération

Cette implication sociale de Desjardins ne lui a cependant pas toujours valu le succès. Il ramasse aujourd'hui les pots cassés à la suite des faillites de la Fédération des magasins Coop et des Pêcheurs unis. Mais cela ne l'empêchera pas de s'associer à nouveau avec des coopérateurs. "On ne refusera pas d'examiner un projet", confie Raymond Blais bien conscient de l'importance de secteurs comme l'alimentation et les pêches.

Et comme pour démontrer que Desjardins reste fidèle au monde de la coopération, le président du Mouvement rappelle que la spectaculaire faillite de Coop-Habitat à Duberger il y a quelques années n'a

pas empêché celui-ci de poursuivre son association avec les coopérateurs.

Il ne faut cependant pas conclure que Desjardins s'engagera dans toutes les expériences, précise Raymond Blais, qui se refuse à avoir sur les bras les bébés de tout un chacun.

L'Etat

Mais il n'y a pas que certains coopérateurs à puiser trop avidement chez Desjardins. Les gouvernements ont fait preuve jusqu'ici d'un sans-gêne eux qui émettent des chèques et font supporter des sommes énormes à Desjardins sans y aller de dépôts pour contrebalancer. Ces sommes en transit représentent quelque \$60 millions selon la plus récente étude qui remonte à 1980.

Mais il y a un déblocage et en juin 1984, ce problème sera résolu du côté de l'administration fédérale. Quant à l'administration provinciale, des comités sont à l'oeuvre et là aussi un déblocage est imminent, selon Raymond Blais. "Le dépôt direct nous satisferait pleinement, dit-il, d'autant plus que les fraudes dont sont victimes les caisses populaires seraient écartées."

Enfin, le président Raymond Blais attend avec une certaine impatience le dépôt par le gouvernement québécois de la réforme globale de la loi sur les caisses d'épargne et de crédit. Il espère qu'on saura y répondre au problème de la capitalisation des caisses populaires. Cette loi, dont le dépôt est prévu à la prochaine session, devrait aussi redéfinir les relations entre les fédérations et les caisses populaires.

La Caisse centrale vise de nouvelles cibles en 84

La Caisse centrale Desjardins du Québec s'est déjà défini des cibles pour attaquer le marché des comptes institutionnels.

Avec ses actifs de plus de \$17 milliards en 1982 le mouvement des caisses populaires pénètre profondément le marché des petits épargnants comme en témoignent ses quelque 4 millions de membres. Mais il n'en est pas de même auprès des grandes entreprises et des administrations publiques.

Voilà pourquoi la Caisse centrale, cette "banque des caisses populaires", comme se plaît à la définir le président du mouvement Raymond Blais, s'est vu confier particulièrement cette tâche. C'est lui

qui a indiqué, en entrevue au SOLEIL, que des cibles avaient été définies et que l'on se "montrera très agressif" dans le domaine des comptes institutionnels.

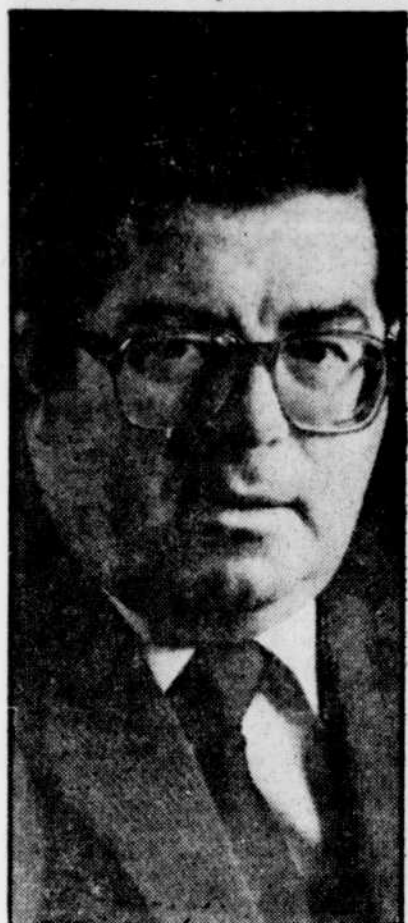
Desjardins entend donc faire valoir les avantages de sa Caisse centrale auprès des clients éventuels que sont les grandes entreprises et les gouvernements. Déjà forte d'un capital de \$400 millions, ce qui répond aux besoins pour les dix prochaines années, et ayant un actif dépassant le milliard

de dollars, la Caisse centrale a bien d'autres cordes à son arc.

Elle est associée à la London and Continental Bank d'Angleterre en compagnie de nombre des plus importantes banques coopératives d'Europe. Il y a là \$300 milliards US. Une source intarissable.

La Caisse centrale, par son président Raymond Blais et son vice-président exécutif Bruno Riverin, a déjà établi des "contacts" en Europe et les marges de crédit sont fixées. Ne reste plus qu'à utiliser ces moyens.

Pour ce faire, rien de mieux que de solliciter la clientèle ce à quoi s'attaque en 1984 la Caisse centrale.



Le président Raymond Blais de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec veut une reprise à l'image du mouvement qu'il dirige: "lente mais solide".

Rénovation... économie d'énergie... subvention...
Les pages "HABITAT" me renseignent.

MOI, JE LIS LE SOLEIL TOUS LES JOURS!

abonnement: 647.3333

ESTRIMONT

À PARTIR DE \$285.00/sem.

5 types de chalets neufs de 2 et 3 ch. à coucher, entièrement équipés, à quelques minutes des pistes de ski alpin et de ski de fond du Mont Orford, au coeur de la région de St-Jovite.

CHALET À LOUER

avec foyer et vue magnifique du Mont Orford

Bureau ouvert entre 10:00 et 18:00 chaque jour.

ESTRIMONT, C.P. 265, Magog, Qué. J1K 5M8

118 - Autoroute des Cantons de l'est direction Cherry River à 15 km.

TÉLÉPHONE: sans frais 1-800-567-3402

Magog 1-819-843-1616

Dominion Vie

CAPITALISATION SUR RENTE REER 1983

INTÉRÊT COMPOSÉ 5 ANS

11 1/4%

(taux en vigueur le 20 janvier 1984)

- Sécurité du placement;
- Pas de frais de gestion;
- Vous pouvez nommer un bénéficiaire;
- Option d'achat d'une rente viagère ou certaine avec escompte de 2%;
- Prime mensuelle à partir de 50.00\$ si désiré.

(disponible pour fonds non enregistrés)

6, Jardins Mérid, suite 516, Québec QC G1S 4N7

Tél.: (418) 681-7893

CONGRÈS EFFICACES VACANCES INOUBLIABLES

NOUVEAU

La Sud du Québec

VILLAS SPACIEUSES

175 CHAMBRES ET SUITES FAMILIALES

Piscine intérieure, bains sauna et tourbillon, salle de jeux, piano bar, 20 salles de réunion et de banquet (jusqu'à 350 personnes).

Haute cuisine - Soupers dansants - Brunch musical le dimanche - 4 tennis - Équitation - Ski de fond - etc.

FORFAITS DE NEIGE 1215*

Ex. (Vendredi: souper, samedi: tous les repas, dimanche: brunch). Ski de fond, Chambre, taxes et service. Promenades en traineau.

Aussi plan européen à partir de 27.50\$* par jour

*Par pers. - occ. double - enfants moins de 12 ans 1/2 prix.

RÉSERVEZ MAINTENANT POUR LES FÊTES

Renseignements et réservations sans frais: appelez à frais virés (819) 835-5484

C.P. 180 (Québec) J0B 1L0

Domaine Saint-Laurent de Compton (Estrie)

entre le Vermont et le Mont Orford - 20 km au sud de Sherbrooke.

ESPACE À BUREAUX RECHERCHE PROFESSIONNELS AU PIED MARIN

Nouveau complexe administratif de prestige au Vieux-Port de Québec

Sur la Pointe-à-Carcy, à proximité de la vieille ville historique, trois immeubles symbolisent le renouveau de la basse-ville littorale, avec le nouveau Palais de Justice, la Gare intermodale et le futur musée de la Civilisation. Les Terrasses de la Pointe-à-Carcy, à deux pas, offrent une vaste gamme de restaurants et de boutiques diverses agrémentées de promenades où le piéton peut renouer contact avec le fleuve. Le territoire, facile d'accès, est doté de quelque 1200 places de stationnement.

Les édifices John Munn, Louis Prat et René-Nicolas Levasseur

Des immeubles à bureaux parmi les plus prestigieux à Québec, des espaces locatifs de classe internationale uniques sur le marché, des bâtiments d'époque qui contrastent avec une architecture contemporaine d'avant-garde, voilà quelques caractéristiques des édifices John Munn, Louis Prat* et René-Nicolas Levasseur.

*déjà occupé

Réserve à des entreprises de services professionnels tels études légales, bureaux de comptables, architectes, ingénieurs, administration publique et autres, ce complexe administratif offre quelque 1300 mètres carrés d'espaces locatifs bruts, aménagés avec des matériaux d'un standard élevé.

Variétés, atrium, aménagement paysagé avec plan d'eau, espaces communs surdimensionnés et surtout la vue incomparable sur le fleuve et le Vieux-Québec contribuent à créer un milieu de travail stimulant, en plein coeur de la ville.

À louer dès maintenant pour occupation à compter de juin 84.

Pour en savoir plus, composez

(418) 694-5534

à frais virés ou écrivez à:

Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.

36 1/2, rue Saint-Pierre

Place Royale

Boîte postale 95, Station B, Québec, QC G1K 7A1

Le Vieux-Port de Québec

Canada

LE COEUR DE LA VILLE REPREND SA PLACE

Le niveau d'emplois sera plus lent à se rétablir dans la région de Québec

Ce n'est qu'en 1985 que la région de Québec retrouvera le niveau d'emplois qui était le sien avant la récession; d'ici là, le marché du travail régional se contentera de rattraper la somme des emplois perdus au cours de la difficile année 1982.

Ces prévisions, établies à partir d'un modèle économétrique par l'économiste Normand Julien du ministère québécois de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, prennent d'abord pour acquis que la reprise est bel et bien amorcée au Canada et au Québec et qu'elle a commencé à influencer le marché du travail. Ceci dit, le bilan de la récession est lourd à porter pour la région 03: 23.000 emplois en moins à la fin de 1982, un taux de chômage atteignant 12,7 pour 100.

Les années ont démontré que la région de Québec met toujours plus

de temps à se relever des difficultés économiques, principalement à cause de sa structure particulière orientée vers les activités commerciales ou de services. Traditionnellement en effet, les activités industrielles primaires et secondaires se remettent plus rapidement des coups durs.

Cette particularité devrait encore se vérifier en cette période d'après-crise. Ainsi en 1983, la croissance des emplois dans la région a été inférieure à la moyenne enregistrée au Québec.

Pour l'année en cours, le taux

de croissance de l'emploi régional sera par contre supérieur au taux provincial et devrait atteindre 3,6 pour 100, contre un faible 2,9 pour 100 dans l'ensemble québécois.

Enfin, une sorte de stabilisation est prévue pour 1985, alors que le nombre d'emplois créés augmentera de 2,2 pour 100 et que le marché

—Hélène BARIL—

régional du travail retrouvera son niveau d'avant 1982.

Un point pour Québec

Le taux de chômage régional, par contre, baissera plus vite dans la région et s'écartera davantage de la moyenne provinciale. De 12,7 pour 100 qu'il était en 1982, le taux de chômage régional devrait baisser à

9,5 pour 100 en 1985 alors que la moyenne provinciale restera accrochée aux alentours de 13 pour 100. Cette situation paradoxale s'explique du fait que les nouveaux arrivants sur le marché du travail seront moins nombreux dans la région alors qu'ils seront beaucoup, au Québec, à compter pour la première fois sur les listes de "chercheurs d'emplois".

C'est en fait la relation reprise économique-relance de l'emploi-augmentation de la population active qui explique le fait que le taux de chômage restera élevé à moyen terme et ce, dans toutes les régions du Québec.

Des projets, des projets

En ce qui concerne les projets économiques susceptibles de don-

ner un coup de pouce à la relance de l'emploi, la région de Québec n'est pas des plus favorisées. En effet, l'année 1983 a marqué l'achèvement des travaux d'importance tels la construction de la bibliothèque municipale, du palais de justice, l'agrandissement de la raffinerie Ultramar et du centre commercial Place Laurier.

Restent, pour l'année qui commence, la poursuite des travaux du Vieux-Port, la modernisation des industries papetières, la construction du pénitencier fédéral de Donnacona et le parachèvement du réseau de distribution du gaz naturel.

Et, si le coup d'envoi est finalement donné aux importants projets d'assainissement des eaux usées promis depuis longtemps, la région de Québec ira chercher sa part des retombées de ces travaux, ce qui aura un impact certain sur l'emploi.

Le tourisme renforcera l'économie de la Rive-Sud

LEVIS — 1984 sera une année fructueuse pour l'économie de la rive sud de Québec. Il y a des projets d'implantations industrielles, mais l'économie régionale sera particulièrement renforcée par une activité touristique qui débordera en effet largement les limites de Québec pendant la saison estivale.

La corporation Destination Rive-Sud, dont le rôle est d'assurer une coordination à l'occasion des fêtes 1534-1984, a confirmé l'élaboration d'un grand nombre de projets susceptibles de retenir un peu les touristes qui passeront sur la rive droite du fleuve.

L'Association touristique régionale du Pays de l'Érable s'appuie également à doubler et même à tripler le personnel dans les kiosques d'information qui seront disséminés beaucoup plus nombreux près du fleuve et des principales routes.

Le président de la Chambre de commerce de Lévis, M. André Turgeon, est lui aussi très confiant. Il a foi en l'avenir de l'économie, appuyant ses pronostics sur le fait que la chambre, lors de sa campagne annuelle de recrutement, vient d'accroître ses effectifs de 40 pour 100.



Davie prévoit un "trou" dans l'emploi en 84.

elle-même; c'est le résultat du travail du commissaire industriel, qui tient compte également du potentiel pouvant être développé vers l'ouest, c'est-à-dire vers Bécancourt, où le projet d'aluminerie peut favoriser certains entrepreneurs dans la sous-traitance.

Actuellement, à Saint-Apollinaire, s'établit un manufacturier de fenêtres thermiques, devant employer 20 personnes d'ici un an. C'est intéressant, si l'on considère la présence de quatre

fabricants de portes et fenêtres dans un rayon de 5 kilomètres. Des organismes et des industriels s'unissent aussi pour implanter un atelier de travail adapté aux handicapés.

"Il y a un an, nous avions une vingtaine de locaux industriels disponibles; il n'en reste plus que 5 ou 6; la tendance va se poursuivre", déclare Jocelyn Bélanger, selon lequel l'autre secteur industriel sur le territoire, l'agriculture, ne semble pas moins favorisé.



Actifs à la relance

Dynamique, rentable et en croissance, le Groupe SGF participe activement au développement économique québécois. Ses entreprises susciteront 1,5 milliard de dollars d'investissements au cours des trois prochaines années: 1 milliard pour les produits forestiers, 250 millions dans l'aluminium et 250 millions dans ses autres secteurs prioritaires. Les retombées seront stimulantes pour tous, au Québec.



LE GROUPE SGF

Société générale de financement du Québec

Chantier Davie

Le chantier maritime Davie, à Lauzon, fait évidemment l'objet des plus grandes préoccupations. Le niveau d'emploi y est baissé de façon catastrophique, en 83. L'été dernier, il n'y avait plus à l'ouvrage que le quart des effectifs des 2.500 ouvriers habituels. En novembre et décembre, 700 chômeurs de Davie avaient épuisé leur droit aux prestations d'assurance chômage et tombaient sur l'assistance sociale.

Davie emploie actuellement 1.250 personnes, mais il y est prévu un "trou" dans l'emploi pour le deuxième trimestre de 1984 et jusqu'à la fin de l'an prochain, période où doit débuter la modernisation de quatre destroyers canadiens. Davie

Gilles PEPIN

vie fait des pieds et des mains pour décrocher des contrats et, actuellement, il négocie avec les gouvernements fédéral et provincial pour avoir des subventions qui lui permettront de réaliser, en 1984-1985, un projet de modernisation du chantier, évalué à \$19,6 millions.

Du dynamisme

Au Conseil économique Lévis-Lauzon, le commissaire industriel Bertrand Crête se montre optimiste. Il signale le dynamisme des gens d'affaires de la Rive-Sud, tout comme son collègue Bertrand Goulet, commissaire à la Corporation industrielle Laporte, sur le territoire situé plus à l'ouest. "Il faut lever notre chapeau devant les industriels qui ont su traverser la crise", disent MM. Crête et Goulet, en mentionnant que divers projets d'implantation et d'expansion sont en préparation.

A la Corporation industrielle Laporte, M. Goulet déclare: "Donnez-moi des locaux et je vais vous les occuper d'ici trois mois. Celui-ci avoue avoir sur son bureau 22 dossiers de projets, dont 8 sont prêts à être réalisés, si l'on parvient à trouver des locaux rapidement. Ce problème ne le décourage pas, puisqu'un groupe d'hommes d'affaires élabore un projet de construction qui pourrait être réalisé et exploité en copropriété.

Lotbinière

Dans Lotbinière, le commissaire industriel à l'emploi à mi-temps de la Société de développement, M. Jocelyn Bélanger, trace aussi un tableau encourageant: en 1983, une reprise a été amorcée, le nombre d'emplois a été au moins maintenu; en 1984, le dynamisme est encore évident et il se traduit par un certain nombre de projets.

La Société de développement industriel de Lotbinière, une création de la Municipalité régionale de comté, a résolu, ces jours derniers, d'établir un commissariat industriel à temps plein; elle a demandé à cet effet une subvention au ministère québécois de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Le président, M. Yves Laroche, admet que la crise est passée.

Jocelyn Bélanger dit que Lotbinière se sent de plus en plus relié à la région de la capitale, alors qu'autrefois cette zone était plutôt laissée à



« Pour une famille, il est important de pouvoir compter, pour ses questions d'argent, sur des ressources fiables et des gens de confiance.

Moi, je fais affaire avec Desjardins. Comme beaucoup de gens que je connais, je dépose des économies à la caisse et c'est là que j'ai obtenu du crédit, quand j'en ai eu besoin. Je profite aussi des services offerts par l'Assurance-vie Desjardins et j'effectue des placements à la Fiducie du Québec.

Il y a beaucoup de gens qui font confiance à Desjardins, et c'est naturel, puisque Desjardins réinvestit notre épargne ici, au service des personnes et du milieu.

Le Mouvement Desjardins, c'est un réseau de services sûr et, en plus, il nous appartient. »

Ghislain Claveau
Charlesbourg

desjardins

Une ressource naturelle



Marché inondé, projets au ralenti et peu d'emplois nouveaux

La région de l'Amiante conserve un optimisme plutôt réaliste en 1984

THETFORD-MINES — Malgré le faible vent d'optimisme qui souffle sur la région de l'Amiante, la situation économique ne se redressera pas en 1984 dans la région de Thetford-Mines, à cause de nouvelles difficultés que devra traverser l'industrie de l'amiante. Ce n'est guère encourageant, quand on se rappelle que 1983 fut une année désastreuse et décevante.

Les quatre producteurs d'amiante qui constituent le moteur de l'économie régionale sont confrontés à de nouveaux problèmes: le marché est inondé d'amiante et les clients réclament une baisse des prix.

Le président de la Société nationale de l'amiante, qui possède les filiales Société Asbestos Ltée et Bell Ltée, M. Daniel Perlestein, est catégorique: 1984 ne sera pas meilleure que 1983 et pourrait être même pire pour l'industrie!

"En 1983, les prix étaient stables. À l'aube de 1984, les clients exercent de fortes pressions pour obtenir des rabais. La concurrence

est très forte. En ce qui nous concerne, on pourra faire face à une baisse de prix de l'ordre de 1 à 3 pour 100. Cependant, si les prix devaient s'effondrer, comme par exemple diminuer de 10 pour 100, on sera en sérieuses difficultés", a-t-il expliqué. Selon lui, la vigueur du dollar canadien pourrait être la cause directe de ce phénomène.

D'autre part, le président de la compagnie "Lac d'amiante du Québec Ltée" qui exploite deux mines dans la région, M. Jean Dupéré, a confirmé l'existence de cette guerre des prix qui se fait de plus en plus sentir. "Les clients ont beau jeu. L'offre excède largement la demande. La récession économique

aidant, il y a surabondance d'amiante sur le marché et voilà que d'autres pays comme la Grèce, le Brésil et l'Italie accroissent leur production. Les clients exigent des rabais", a-t-il précisé. Il a noté éga-

— **Fortunat MARCOUX** —

lement que la relance de la mine Advocata à Baie-Verte, à Terre-Neuve, avec l'appui financier du gouvernement fédéral, n'était pas de nature à aider les producteurs du Québec.

Au ralenti

Comme en 1983, les mines fonctionneront au ralenti. La Société Asbestos a repris la production avec des effectifs réduits lundi. La situation devrait s'améliorer à l'été alors que les mines de la région rapatrieront les 50.000 tonnes de fibres que produisait la mine fermée d'Asbestos Hill, dans l'Ungava. En 1983, seulement 600 mineurs ont été à l'ouvrage pendant sept mois alors que les 200 autres n'ont travaillé que durant quatre mois. Il y a trois ans, cette compagnie employait 1.400 hommes.

Chez Bell, comme à la Société Asbestos, des interruptions de production sont à prévoir. Les 289 métallos ont été en congé forcé pendant 20 semaines en 1983. Une centaine des 200 mineurs qui ont été licenciés en 1982, ont été ou seront rappelés au travail pour effectuer des travaux de développement de la mine souterraine au coût de \$13,9 millions jusqu'à la fin de l'année.

À la filiale Nationale, de la compagnie Lac d'amiante du Québec Ltée, 90 mises à pied sont prévues en mai et s'ajoutent aux 80 qui ont été effectuées en 1983. L'arrêt prolongé de 4 mois et demi des activités qui était prévu pour le début de 1984, sera remplacé par des interruptions sporadiques de production au cours de l'année. La mine a fermé pendant 12 semaines en 1983. À la filiale de Coleraine, il y aura sûrement des ralentissements de production mais le scénario n'est pas défini.

À Tring-Jonction, Carey Canada Inc. hésite à rappeler au travail 21 employés pour entreprendre

des travaux de développement minier au coût de \$2,2 millions.

Peu d'emplois

Peu d'emplois seront créés en 1984 dans la région. L'usine de composés de magnésium est en phase de démarrage tandis que celle de laine de roche est en construction. Chacune procurera du travail à une trentaine de personnes quand... elle sera en pleine activité.

Des investisseurs de la Corée du Sud songent à implanter à Thetford une usine de plaquettes de freins au coût de \$2,6 millions. Une étude de faisabilité est en cours. Soixante emplois pourraient être créés.

Le projet de relocalisation des familles du quartier Mitchell, à Thetford, dont le coût est estimé à \$10 millions, ne débouche sûrement pas cette année.

Le projet d'assainissement des eaux de la rivière Bécancour, au coût de \$23,7 millions, est sérieux mais les retombées ne se feront pas sentir avant 1985 ou 1986.

Optimisme et réalisme

Interrogé par LE SOLEIL, le directeur général de la Chambre de commerce de la région de l'Amiante, M. Jean Paré, est certain d'une chose: 1984 ne sera pas pire que 1983. "Ça ne peut descendre plus bas, a-t-il noté. Il faut faire preuve d'un optimisme modéré teinté d'une dose de réalisme", a-t-il précisé.

D'autre part, ce climat d'incertitude dans les mines n'aide pas le commissaire industriel Gilles Côté dans son travail. "Il faut briser cette mentalité que la région va comme les mines vont. Il y a de l'avenir dans l'industrie manufacturière et il ne faut pas craindre d'investir là-dedans. Les épargnes sont très élevées dans les institutions financières de la région et il faudrait trouver le moyen de les utiliser au bénéfice de la communauté", a-t-il fait remarquer.

En attendant, la situation ne s'améliore pas. À l'exception du projet sud-coréen, il n'y a pas d'autre projet d'implantation industrielle et seulement quatre PME envisagent des projets d'expansion qui auraient pour effet de créer seulement une quinzaine d'emplois.

La Beauce mise sur \$8 millions à investir dans les PME

SAINT-JOSEPH — Avec des investissements prévisibles d'environ \$8 millions pour les PME, l'avenir de la Beauce laisse entrevoir jusqu'à maintenant que la relance économique amorcée en 1983 se poursuivra au cours de la présente année, en autant qu'il y aura une stabilisation des taux d'intérêt et que l'économie américaine continuera à tourner.

C'est du moins l'opinion émise par les trois agents de développement industriel de la Beauce, lors de recherches effectuées par LE SOLEIL auprès des commissaires Serge Roy de Saint-Georges, Normand Poulin de Sainte-Marie et Hédor Chiasson de Saint-Joseph.

Selon Serge Roy, du Conseil économique de Beauce, il y a présentement dans le secteur de Saint-Georges sept projets industriels en voie

— **Paul-Henri DROUIN** —

d'être réalisés, qui totalisent des investissements d'au-delà de \$2 millions, tout particulièrement dans l'industrie du bois.

L'annonce de ces projets sera faite bientôt, tout comme la réalisation de deux projets importants en termes d'emplois, dans le secteur des services.

Investissements dans le bois

Dans la région de Sainte-Marie, la venue de trois nouvelles entreprises et l'expansion d'une douzaine de PME déjà en place nécessiteront des investissements d'environ \$4 millions, dans les secteurs de la métallurgie, du textile, du bois, de l'imprimerie et d'autres produits, a indiqué Normand Poulin, de la Société d'expansion Nouvelle-Beauce Inc.

Comme l'explique M. Poulin, la crise a permis à certaines entreprises d'être plus alertes et de s'adapter à une situation économique difficile.

Reprise dans Beauce-Centre

N'étant en poste que depuis quelques mois, le commissaire industriel du Groupement économique de Beauce-Centre Inc., M. Hédor Chiasson, croit que l'avenir économique de sa région est très encourageant, car il semblerait y avoir une légère reprise, ce qui laisse entrevoir pour 1984 une assez bonne année pour les PME.

D'ailleurs, M. Chiasson a en main l'étude de quatre projets assez sérieux. Leur réalisation nécessiterait des investissements d'environ \$2 millions. Ces projets se situent dans les secteurs de la métallurgie, du bois et du caoutchouc.

Mieux que l'an dernier

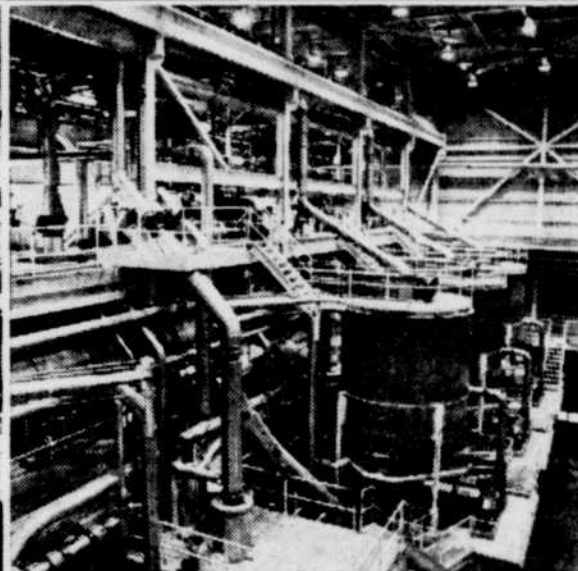
En général, d'autre part, les autorités municipales, de même que les commerçants, les industriels et les entrepreneurs en construction s'accordent à prévoir que l'année 1984 sera assez bonne et même, pour d'aucuns, meilleure que l'an passé.

Notons tout particulièrement le début de travaux évalués aux environs de \$30 millions, pour l'assainissement des eaux de la rivière Chaudière dans les secteurs de Saint-Georges, Beauceville, Saint-Joseph, Vallée-Jonction et Sainte-Marie.

De son côté, l'UPA de la Beauce entend poursuivre ses démarches auprès du gouvernement québécois pour obtenir des politiques favorisant la solution des problèmes des producteurs de la forêt privée durement éprouvés par l'épidémie de la tordeuse du bourgeon de l'épinette.

Et également des mesures d'aide pouvant être envisagées de part et d'autre par les ministères MER et MAPAQ en rapport avec les pertes encourues par des acériculteurs lors d'une tempête de verglas suivie de vents et rafales, les 14 et 15 décembre 1983, qui ont ravagé un grand nombre d'érablières de la Beauce.

L'atelier de pâte thermochimico-mécanique de la papeterie Beupré met à contribution l'informatique. Ci-haut, la salle de contrôle.



Une vue d'ensemble de l'atelier de pâte thermochimico-mécanique de la papeterie Beupré. Déjà mis au point pour la papeterie Kénogami par le centre de recherche et développement de l'entreprise à Jonquière, le procédé a été amélioré avant son implantation à Beupré.

NOUS SOMMES D'ICI!

Le virage technologique prend bien des formes. À Beupré, il s'est traduit par un investissement de plus de 85 millions \$, destiné à convertir la papeterie Abitibi-Price à la fabrication de papiers de pâte mécanique. Ces papiers sont utilisés pour l'impression de catalogues, d'encarts publicitaires et sont largement consommés par les imprimantes d'ordinateurs.

Le procédé de fabrication de la pâte thermochimico-mécanique utilisé à Beupré a été mis au point par le centre de recherche et développement d'Abitibi-Price à Jonquière, d'abord pour la papeterie Kénogami. De nouvelles améliorations y ont été apportées, avant son application à Beupré, ce qui place cette papeterie à la fine pointe de la technologie dans la préparation des pâtes.

Avec ses 450 employés, qui se partagent une masse salariale de vingt millions \$, la papeterie Beupré contribue de façon dynamique à l'essor économique et industriel de la région de Québec.

Nous sommes d'ici, et nous en sommes fiers.



LA COMPAGNIE PRICE LIMITÉE
ABITIBI PRICE

EN 1984, FAITES AFFAIRES AVEC

McLEOD YOUNG WEIR



DENYS H. BOURBEAU
vice-président, directeur



JACQUES COSSETTE
directeur adjoint



STÉPHANE DUBEAU
représentant enr.



ROBERT GIRARD
représentant enr.



FRANÇOIS BELAND
représentant enr.



FRANÇOIS PROULX
représentant enr.



FERNAND LEMAY
représentant enr.



MARK FORTIN
représentant enr.



JEAN-FRANÇOIS MICHAUD
représentant enr.



CLAUDE BOULET
représentant enr.

McLeod Young Weir
vous offre les services
suivants:

- Analyse de portefeuille
- Abris fiscaux
- Régime Epargne Retraite
autogère
- Régime Epargne Action

McLeod Young Weir
Limitée
1167, Jean-Dequien
Ste-Foy (Québec)
G1V 3E3
Tél.: (418) 659-4960

McLEOD YOUNG WEIR

Faire parvenir à:

Nom

(Lettres carrées s.v.p.)

Adresse

Code postal

Tél.:

Sans aucune obligation de votre part,
obtenez de nous cinq (5) recommandations
de compagnies pour l'année en cours.

UN PLACEMENT SÛR EN 1984!



TEMPO

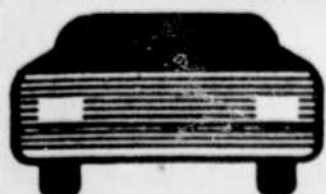
Le modèle tant attendu chez Ford

**75 MODÈLES EN STOCK
POUR LIVRAISON IMMÉDIATE**

Financement sur place

**TEMPO...
UNE REUSSITE,
BRAVO FORD!**

- Economie d'essence
- Ultra-confortable
- Une voiture de
qualité



GRAND TRIANON

AUTOMOBILES

sortie Pierre-Bertrand en plein centre du grand Québec
Boul. de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand) 663-4451

"ESSAYEZ DONC UNE FORD... POUR VOIR"

CAHIER SPÉCIAL

Côte-du-Sud

Explosion du tourisme et consolidation du secteur industriel

LA POCATIERE — L'année 1984 devrait être celle du tourisme dans la région de la Côte-du-Sud, de Montmagny à Rivière-du-Loup, alors que le secteur industriel verra surtout à consolider les acquis regagnés sur la récession.

C'est en effet le tourisme qui devrait connaître la plus grande expansion dans ce territoire au cours de l'année. Ce secteur représente déjà, pour la seule région de Kamouraska, Rivière-du-Loup et Trois-Pistoles, un apport de quelque \$50 millions, estime l'Association touristique régionale (ATR) du Bas-Saint-Laurent.

A Saint-Jean-Port-Joli, on se prépare à accueillir en juin et juillet le Rendez-vous international de sculpture 1984, dont le seul budget devrait approcher le million de dollars, sans compter les retombées économiques générées par le flot de visiteurs. De plus, le Musée maritime Bernier, de L'Islet-sur-Mer, aura terminé les travaux d'aménagement de son parc, ainsi que l'accès au "Bras d'Or", et sera présent sur le site même des Fêtes de 1534-1984, à Québec.

Pierre ASSELIN

Rivière-du-Loup sera l'hôte de la première biennale des arts visuels de l'Est du Québec, à la fin de juillet, et l'ART ne désespère pas de voir s'implanter dans cette ville un service d'excursions par bateaux aux îles du Saint-Laurent. Enfin, l'immense parc du Platin devrait être aménagé pour recevoir un plus grand nombre de visiteurs dès 1984.

L'industrie manufacturière

La plupart des intervenants hésitent à promettre des merveilles aux industriels pour cette année. Les moins optimistes disent que 1984 ne sera certainement pas pire que les précédentes, les autres osent croire que la croissance se révélera plus rapide que prévue.

Dans la région de Montmagny-L'Islet, les plus gros progrès ont été marqués entre 1982 et 1983 avec le rachat des usines Bélanger par Inglis, et l'installation des Meubles Amisco dans l'ancienne usine des Industries L'Islet. Le programme de la zone désignée prend fin ce mois-ci et deux autres projets pourraient encore voir le jour d'ici là: l'implantation d'une usine de tuiles de granit, et la récupération de l'usine des Aliments Imasco (Biscuits Montmagny) par Meubles Caron, de La Pocatière. Selon le commissaire industriel, M. Gérard Guindon, les efforts devraient surtout viser à développer la sous-traitance, qui semble être la vocation principale des industries de la région. Il espère que le niveau de l'emploi revienne en 1985 à ce qu'il était avant la récession; objectif plus qu'ambitieux puisque Montmagny-L'Islet affichait encore en septembre 1983 un déficit de près de 1,000 emplois.

Commissariats industriels

Plus vers l'est, deux commissariats in-

dustriels verront le jour en 1984, l'un à La Pocatière, pour desservir la région immédiate, et un autre pour tout le Témiscouata, une région beaucoup plus vaste.

A La Pocatière, l'usine Bombardier prévoit dépenser \$22 millions d'ici trois ans en travaux d'expansion et espère décrocher le contrat de \$250 millions de la ville de Singapour d'ici quelques mois. Le cégep procédera à des travaux de \$1,200,000 pour accueillir un nouveau département, la Robotique, et augmenter sa clientèle. Enfin, grâce à un projet de développement d'un métier à tisser expérimental, une nouvelle entreprise, baptisée Pocatov, devrait être fondée d'ici l'automne.

Dans le Témiscouata, qui dépend toujours principalement de la forêt, deux projets d'importance devraient venir combler le vide par la disparition de deux entreprises. Un projet RELAIS a déjà permis à l'ancienne usine des Contreplaqués G. Rioux, de Notre-Dame-du-Lac, rachetée par l'industriel Denis Lebel, de redémarrer en attendant d'être rénovée. M. Lebel caresse aussi le projet d'y adjoindre une autre usine pour fabriquer des panneaux gauffrés, un investissement qui approcherait les \$10 millions. Et à Rivière-Bleue, l'ancienne scierie Gérard Ouellet, détruite par le feu, sera remplacée par une nouvelle usine, construite par la compagnie Raoul Guérette, au coût de \$1,5 million.

Rivière-du-Loup

Dans la région du Grand-Portage, la grande inconnue demeure l'implantation incertaine d'une troisième machine à la papeterie F.R. Soucy.

C'est le secteur de la tourbe qui a connu et connaîtra le plus d'expansion avec la construction de deux centres de recherche, une nouvelle usine de médicaments à base de tourbe et un projet d'usine de charbon non sulfureux, un investissement potentiel de \$15 millions.

Si la ville a perdu des plumes avec la disparition de quelques services et l'annulation du chantier pour le centre administratif d'Hydro-Québec, elle compte quand même des industries qui affichent une progression marquée, surtout le distributeur de produits pharmaceutiques Fraserville et la compagnie Quality Elastics, qui s'est portée acquéreur de l'ancienne bâtisse de la Société d'entraide KRT et qui prévoit en plus doubler sa superficie de plancher.

En Gaspésie

Les politiciens ne maintiennent que des mesures de survivance

MATANE — Regorgeant de richesses, multipliant les projets de développement économique dont plusieurs remontent à 10 ou 20 ans, le territoire gaspésien, incluant la grande région de Matane, aura connu en 1983 un sort aussi maigre que par les années passées.

Pour 1984, on se serait attendu à la lancée d'une vague d'espoir... Mais non! Les différents agents de développement économique font preuve d'un pessimisme rare et sont très loquaces quant à la responsabilité que doivent porter les gouvernements fédéral et provincial.

Le président de la Commission de développement économique de Port-Daniel-Percé, Eugène Bouchard, affirme sans ambages que "les politiciens maintiennent à l'égard de la Gaspésie une politique de survivance... rien de plus".

"Les politiques de soutien sont accélérées au détriment du développement économique. A moyen terme, disait-il au cours d'une entrevue, on ne voit pas le bout du tunnel."

Après des décennies de chicanes de politiciens, ajoutait-il, les problèmes de sous-développement économique ont atteint un stade aigu.

André DIONNE

"Il faut se débarrasser de ces deux gouvernements", clame-t-il avec une certaine aigreur.

Ces jugements sévères énoncés par Eugène Bouchard, ne sont pas le cas d'un seul homme. Le vague à l'âme et le pessimisme sont phénomènes courants accompagnant le chômage chronique, le bien-être social pour plus d'un travailleur, les jeunes sans-travail ballottés d'un projet de dépannage à l'autre, apportés à grand renfort de publicité par un gouvernement ou l'autre, toujours sous le couvert de la crise économique, la récession mondiale.

Incertitude à Matane

Reconnue comme une des régions les plus dynamiques, Matane vit aussi des heures de grande incertitude. On a fait croire à la création d'une papeterie moderne, productive, drainant les ressources forestières de la région nord de la Gaspésie... Mais cela fait trois années bien sonnées que le rêve dure, pour apprendre la semaine dernière que le gouvernement canadien soutient des investisseurs québécois projetant d'implanter une papeterie... en Malaisie. L'humeur n'était pas à la réjouissance, la semaine dernière. On ne sait plus rien, disait au cours d'une brève entrevue le commissaire industriel de Matane, Benoît Boufard.

Même scénario autour du projet de création d'une usine de traitement du bois d'oeuvre à Matane, usine approvisionnée par un réseau de scieries sur la rive nord de la Gaspésie et dans la vallée de la Matapédia.

Soulignée par la crise déclenchée par Grande-Vallée, la population de la rive nord de la

Gaspésie a cru à la relance de ses scieries locales. Le projet devait prendre forme à la fin de l'année. Depuis plus rien, sinon que le projet avance... Entre-temps les populations de Matane, Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts, Marsoui et Grand-Vallée attendent. Mais pour combien de temps?

Chicanes sur les pêches

A la pointe de la Gaspésie et sur la rive sud, on croit toujours au redémarrage du secteur des pêches, "si les politiciens peuvent arrêter de se chicaner".

Malgré les chicanes, disait aussi Eugène Bouchard fortement préoccupé de l'avenir des pêches dans son milieu, on peut croire à une stabilisation de cette industrie due entre autre à la normalisation (en termes de qualité) des usines de transformation du poisson, puisqu'elles seront assurées d'écouler leurs produits.

Mais encore là, il existe toute une série d'incertitudes concernant les pêches: les permis, le renouvellement de la flotte, les usines qui ferment ou qui sont fermées et celles qui seront modernisées, les quotas de pêche, etc.

Il y a aussi l'enquête québécoise sur Madelipêche-Pêcheurs unis, les pouvoirs de la nouvelle société fédérale des pêches, le règlement de la faillite de Pêcheurs unis...

Les fêtes et diversification à Gaspé

Comme à Matane, la ville de Gaspé songe avec beaucoup de sérieux au développement de l'industrie de type secondaire de façon à assurer une plus grande stabilité à l'économie locale et régionale.

Le commissaire industriel, Michel Thibault, n'est pas autorisé à faire quelque déclaration sans l'autorisation du président du Conseil de développement économique de Forillon, M. Earl Brochet. Ce dernier n'a pu être rejoint pour énoncer ses commentaires.

Mais on sait par ailleurs que des projets sérieux sont à l'étude et il demeure possible qu'il y ait des réalisations intéressantes dans ce domaine en 1984, à moins que les fêtes 1534-1984 commémorant l'arrivée de Gaspé en terre québécoise n'accaparent toutes les énergies, humaines et financières.

Mais encore là, disait un de ces informateurs, c'est Québec qui aura le gros lot...



Parmi les ombres au tableau, l'avenir des villes minières toujours incertain, comme à Gagnon, dont la survie dépend de la Sidbec-Normines.

Côte-Nord

Tout présage un nouveau départ

SEPT-ILES — L'économie nord-côtière, néanmoins soutenue par des investissements privés et publics dont les retombées se manifesteront à plus long terme, commencera à entrevoir la fin du tunnel en 1984.

Durement éprouvée depuis quelques années — fin des travaux hydro-électriques qui amenaient l'eau au moulin du pôle Baie-Comeau; fermeture de l'usine Rayonier Québec, il y a quatre ans et demi, à Port-Cartier; déconfiture de l'industrie du fer sur laquelle s'appuyaient villes nordiques et du littoral, notamment Sept-Iles — l'économie de la vaste région de la Côte-Nord aura atteint le creux de la vague en 1983.

Tous les intervenants économiques et politiques parlent de "stabilisation" pour l'année qui s'amorce, tout en notant des signes de relance qui se préciseront au cours des prochains mois. "Le pire est passé", dira parmi d'autres le député de Manicouagan aux Communes, André Maltais.

Relance à Baie-Comeau

Le pôle Baie-Comeau est en avance à ce chapitre. Les investissements massifs dans l'aluminium — Reynolds — et une meilleure performance de l'industrie à base forestière amenée

— **Marc SAINT-PIERRE** —

notamment par les innovations technologiques de QNS, ainsi que le redémarrage de la Scierie des Outardes, susciteront une relance lente mais constante.

Les projections de l'emploi élaborées par le ministère québécois de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu illustrent bien le nouveau départ de l'économie de ce secteur: 12,910 emplois en 1984 contre 12,690 en 1983 et un bond à 13,500 emplois en 1985, imputable en grande partie à la mise en marche des nouvelles unités de production de Reynolds.

Des espoirs à Sept-Iles

Tableau moins brillant mais optimiste du côté de Sept-Iles. L'industrie du fer, laquelle assure un bon tiers des emplois, s'est restructurée en 1983 — IOC et Wabush — et, selon toute vraisemblance, restera stable cette année.

Par ailleurs, explique le commissaire industriel de Sept-Iles, André Coutu, "des projets mis en veilleuse par la crise économique sont actuellement dépoussiérés" et pourraient entrer dans quelques mois dans leur phase de réalisation.

Au commissariat industriel de Sept-Iles, pas moins de 35 dossiers dans des domaines aussi variés que la transformation du poisson, la fabrication, le bois, sont menés de front.

Et, espoirs, "si tout va bien, 1984 pourrait être une excellente année pour des intentions d'investissements majeurs" dans l'axe Sept-Iles — Port-Cartier, estime M. Coutu.

Plusieurs délégations d'investisseurs éventuels sont passés par Sept-Iles et Port-Cartier dans le courant de l'an dernier.

Les aménagements du port de Pointe-Noire — \$50 millions d'injection de fonds publics, surtout fédéraux — attirent de fait l'attention des gros investisseurs et laissent présager un réenclenchement réel pour 1985. On parle notamment d'aluminerie, d'élevateurs à grains, etc., à l'hôtel de ville.

Port-Cartier et villes minières: incertitude

Pour Port-Cartier, la ville la plus durement touchée, la situation est plus complexe. Des espoirs de relance s'articulent néanmoins sur un redémarrage éventuel de l'usine Rayonier Québec. "Le gros dossier", dira le député de Saguenay à l'Assemblée nationale, Denis Perron.

Pour les villes nordiques de Gagnon et de Fermont, par ailleurs, c'est l'expectative: on attend toujours ce qu'il adviendra des négociations entre les partenaires de Sidbec-Normines, Sidbec, British Steel et US Steel. Un scénario de consolidation des activités de Sidbec-Normines et Québec Cartier, contrôlée par US Steel, entretient l'incertitude.

Pour ce qui est des emplois dans la région du fer, toujours de source gouvernementale québécoise, on note une baisse légère pour 1984, soit 11,560 emplois en 1984 en regard de 11,900 l'année précédente. Une baisse découlant principalement des mises à pied intervenues chez IOC en 1983.

Enfin, du côté de Havre-Saint-Pierre, où la compagnie minière QIT a pignon sur rue par exemple, le nouveau conseil municipal s'est donné pour priorité les dossiers créateurs d'emplois pour 1984.

On compte aussi sur les intentions d'investissements — \$15 millions répartis sur quelques années — relatifs à la création du parc national de la Minganie.

Pour toute la Côte-Nord, par ailleurs, les quelque \$20 millions du plan de relance des pêches du gouvernement fédéral mettront quelque baume sur les économies locales.

En Gaspésie, le vent est aussi à l'optimisme...

RIMOUSKI — Si l'on en croit les commissaires industriels de Rimouski, de la Mitis et de la vallée de la Matapédia, le vent est beaucoup plus à l'optimisme pour 1984, sur le plan économique.

Pour la commissaire industrielle de la Mitis, Mme Jocelyne Michaud, il ne fait aucun doute que trois projets importants auront un effet d'entraînement marqué sur le plan économique dans la Mitis.

Il y a en premier lieu la mise en chantier de l'Institut de recherche Maurice-Lamontagne, à Pointe-aux-Cenelles, qui devrait donner du travail à près d'une centaine de personnes au cours de l'année. On sait qu'il s'agit d'un projet de près de \$50 millions et qui doit créer plus de 200 emplois au cours des prochaines années. Il y a également le projet de la scierie Mitis, de plus de \$8 millions, et dont la construction est commencée. Ce projet doit créer quelque 110 emplois en usine et plus de 200 en forêt. Il y a également la modernisation de l'usine Cedrico, de Price, dont les travaux seront bientôt terminés et qui doit créer une quarantaine de nouveaux emplois.

Il y a en outre, précise Mme Michaud, quelques dossiers d'expansion qui vont bon train et qui devraient également donner un coup de pouce.

Confiance à Rimouski

Pour le directeur du Conseil économique de Rimouski, M. Jean-Pierre Thibault, si Rimouski ne dispose pas de grands projets po-

— **J.-Claude PAQUET** —

litiques à son actif, il ne fait malgré tout aucun doute que ceux de la Mitis auront quand même des retombées à Rimouski.

D'un autre côté, précise-t-il, on note un regain important au point de vue de l'industrie manufacturière, et le conseil a en mains plusieurs projets qui ont été

mûris en 1983 et qui devraient aboutir en 1984.

Tous ces projets, précise-t-il, restent confidentiels tant que les décisions finales ne sont pas arrêtées, mais il se dit confiant que plusieurs seront réalisés au cours de l'année. Il rappelle cependant que le conseil économique manifeste un intérêt particulier pour les projets qui soutiennent l'orientation océanographique que l'on veut donner à la région de Rimouski.

Optimisme dans Matapédia

Quant au directeur de l'Agence de développement économique régional de la Matapédia (ADER), M. Victor Tremblay, il est également d'avis que le temps est à l'optimisme. Sur le plan touristique, il y a le projet de Tourmat, soit la cons-

truction du village vacances-familles de Val-Brillant, au coût de \$1,2 million, qui créera d'une part une quinzaine d'emplois, mais qui devrait également avoir d'intéressantes retombées économiques pour la région.

M. Tremblay exprime aussi l'espoir que la Scierie Matériaux Blanchet, de Causapsal, prendra une décision favorable au cours des prochaines semaines. Mis au rancart au cours des dernières années, en raison de la conjoncture économique dans l'industrie du bois, ce projet d'une douzaine de millions de dollars pourrait bien voir le jour et créer plus de 200 emplois. On fonde également de bons espoirs sur l'expansion de PME de la Vallée, et dans l'ensemble, on pense que 1984 sera meilleur que 1983.

Le système de son de mes rêves... et pour pas cher! Parce que...

MOI, JE LIS LE SOLEIL TOUS LES JOURS!

abonnement: 647-3333

226

DONNEZ-VOUS UN "PARTENAIRE-PROSPÉRITÉ" FORT

La plus importante* banque au Québec vous propose de foncer vers la prospérité avec le partenaire le plus impliqué dans le succès de l'entreprise québécoise.

Ainsi, la Banque Nationale vous offre tout un programme sous le signe de la prospérité. Qu'il s'agisse de **crédit commercial, de services de placement, de gestion de trésorerie, d'import-export, de services agricoles, de crédit-bail, etc.**, une gamme complète de compétences et de ressources vous attend.

Si vous avez autant que nous le goût de la prospérité, la Banque Nationale, c'est le partenaire tout indiqué.

Faites-en... votre force!

*par le nombre de ses clients et de ses succursales.
(Source: Association des Banquiers Canadiens)



CAHIER SPÉCIAL

Portneuf compte sur le développement économique et le tourisme en 1984

DONNACONA — L'année 1984 pourrait en être une très importante sur le plan du développement industriel et touristique dans la région de Portneuf.

Un optimisme sans précédent règne à la Société d'expansion économique de Portneuf (SEEP) alors que le commissaire industriel, M. Fernand Lirette, affirme que 1984 sera une année comme il n'en a pas connu depuis dix ans à la SEEP.

Habituellement, janvier et février sont des mois "morts". Mais la SEEP travaille déjà en 1984 sur six dossiers qui pourraient déboucher sur des investissements de \$10 millions et la création d'environ 150

emplois.

De l'avis de M. Lirette, une dizaine de nouvelles entreprises pourraient voir le jour cette année dans la région de Portneuf, dans des domaines aussi variés que les car-

rières, le bois, le charbon de bois et les meuneries.

Le commissaire industriel estime que 500 à 550 travailleurs trouveront un gagne-pain dans la région de Portneuf au cours des douze prochains mois, en tenant compte évidemment de ceux qui retourneront au travail à la suite de la réouverture de leur usine.

C'est le cas entre autres, des travailleurs de la compagnie de papier Saint-Raymond, alors que 50 des 250 employés sont de retour à

— Guy BENJAMIN —

l'ouvrage. Les autres retrouveront leur emploi au fur et à mesure que la production reprendra.

Ce qui aura un effet sur les travailleurs forestiers puisque la compagnie a besoin de 70.000 cordes de bois annuellement, lorsque la production fonctionne à plein régime.

Crime payant

Le crime ne paie pas... sauf pour les régions où l'on construit un

penitencier, devrait-on ajouter au vieil adage!

Selon l'échéancier, le gouvernement fédéral prévoit dépenser cette année environ \$25 millions pour la poursuite des travaux de construction du pénitencier de Donnacona, ce qui ne sera pas sans laisser des retombées importantes dans le comté.

Surtout lorsque les contrats sont obtenus par des firmes de la région, comme ce fut le cas au début de la semaine pour l'entreprise Construction et Pavage Portneuf Inc., qui effectuera des travaux de l'ordre de \$1,4 million.

Stratégie touristique

Sur le plan touristique, 1984 pourrait bien être l'année du lancement d'une véritable stratégie touristique pour la circonscription.

Le président de l'Office du tourisme de Portneuf (OTP), M. Jacques Robitaille, révélait la semaine dernière que le personnel de l'organisme qu'il préside entrera en fonctions d'ici quelques jours.

Les fêtes Québec 1534-1984 pro-

figureront aussi à Portneuf puisque déjà plusieurs hôteliers affichent complet pour cette période.

"Il faudra savoir inciter ces gens à revenir nous voir", disait M. Robitaille.

Les projets de l'OTP pour 1984 sont principalement la création d'un réseau d'accueil touristique pour le comté de même que la mise sur pied de l'infrastructure d'une marina à Portneuf.

La montaison du saumon dans la rivière Jacques-Cartier donnerait aussi un important coup de pouce à l'industrie touristique de Portneuf, même si en 84 la pêche sera très contingente.

Dans Portneuf, tous les intervenants s'accordent à dire que la relance laissera des traces en 1984, d'autant plus que l'approche d'une élection fédérale peut toujours aider à accélérer certains projets.



Quelque 200 employés retrouveront leur travail à la compagnie de papier Saint-Raymond, cette année.

Avec un C.A., vos affaires tourneront plus rondement

Décisions! Décisions! Décisions!

N'aimeriez-vous pas consulter une personne sûre qui verrait votre cas avec des yeux neufs... mais expérimentés?

Le comptable agréé est le conseiller privilégié de la PME: c'est un professionnel qui vous aidera à accroître l'efficacité administrative de votre entreprise et à améliorer sa rentabilité. Il vous aidera aussi à prendre vos grandes décisions au bon moment.

N'hésitez pas à vous procurer notre nouvelle brochure: Avec un C.A., vos affaires tourneront plus rondement, en vous adressant à:

L'Ordre des comptables agréés du Québec
680, rue Sherbrooke ouest,
7e étage, Montréal
(Québec) H3A 2S3

Ordre
des comptables agréés
du Québec

Le développement économique passe par le tourisme, dans Charlevoix

LA MALBAIE — En 1984, l'industrie touristique offrira encore les meilleures perspectives de développement économique pour Charlevoix. Du côté des grandes entreprises, il s'agira plutôt d'une année de consolidation, tandis que pour les petits projets et les petites entreprises, on parle d'un redémarrage.

Tel est en substance ce qui se dégage des perspectives de 1984, après un bref tour d'horizon auprès des principaux agents économiques de Charlevoix.

"L'année est encore jeune mais déjà certains entrepreneurs se sont manifestés", révèle le directeur général de la Corporation de développement économique, M. René Guay. Certains auraient ressorti de vieux projets mis sur la ta-

blette en raison de la crise économique, alors que d'autres présentent de nouvelles options.

— Denis GAUTHIER
(collaboration spéciale)

La Donohue mènera en cours d'année son projet d'investissement de \$120.000 pour la mo-

dernisation de son usine de pâtes et papier de Clermont. La mise en opération de sa nouvelle usine de pâte thermomécanique devrait amener une diminution de plusieurs dizaines d'emplois permanents à l'usine.

La compagnie devrait également entreprendre la construction d'une route forestière devant relier l'usine de Clermont au lac des Pas Perdus dans le parc des Laurentides. Ce chemin de 88 kilomètres lui ouvrira un immense secteur de coupe.

La Société des câbles Reynolds de Rivière-Malbaie devrait à nouveau fonctionner à plein régime après quelques années de récession. L'entreprise rappelle progressivement tous les travailleurs sur la liste d'ancienneté. On prévoit que le plancher de l'emploi devrait tourner autour de 125 travailleurs en 1984.

Tourisme

Du côté de l'industrie touristique, Charlevoix devrait continuer sur sa poussée des dernières années. On s'attend à une affluence record en 1984, en raison des événements d'envergure internationale qui souffleront sur Québec. La proximité de la région devrait attirer plus d'un visiteur dans Charlevoix.

Le directeur général de l'Association touristique, M. Pierre Tremblay, parle de divers projets qui pourraient conduire à la construction d'une centaine de chambres de plus, au cours de l'année. "Les aubergistes ont des projets d'expansion, mais il devrait également s'ajouter quelques nouveaux établissements. M. Tremblay croit que la fin de la saison hivernale sera excellente et que la reprise économique aura pour effet d'augmenter le nombre de congrès dans la région. On caresse également un projet de développement d'une série d'activités automnales, afin de développer cette saison exceptionnelle par ses couleurs.

SIMCO I N C.

CENTRE DE MICRO-INFORMATIQUE

SIMCO

vend seulement du

apple

900, Place d'Youville
suite 105, Québec
Québec G1R 3P7

692-4430



Alcan remporte le Prix d'excellence à l'exportation.



Décerné pour la première fois par le ministère des Affaires extérieures, ce Prix d'excellence souligne la performance d'Alcan dans le domaine des exportations en 1982, tant au niveau de la conquête de nouveaux marchés qu'à celui du maintien de marchés déjà existants et ce, malgré une concurrence étrangère vigoureuse.

Ainsi, en plus d'avoir su maintenir en période économique difficile un taux d'opération de loin supérieur à ses principaux concurrents, Alcan réussit à exporter quelque 80% de sa production, assurant du même coup plus de stabilité au niveau des emplois.



C'est le temps des REÉR...

- Qu'arrive-t-il en cas de décès avant la retraite?
- D'après la Loi de l'impôt, qu'est-ce qu'un revenu gagné?
- Puis-je faire des versements en tout temps au cours de l'année?
- Puis-je effectuer des retraits de mon REÉR?
- Mon conjoint peut-il contribuer à mon régime?
- Quels sont les choix de rentes possibles à la retraite?
- Qu'arrive-t-il en cas d'invalidité avant la retraite?
- Puis-je changer le montant de mes contributions d'une année à l'autre?
- Est-il avantageux d'emprunter le montant à déposer?
- Quelle est l'importance de désigner un bénéficiaire dans un contrat de REÉR?
- Combien puis-je verser annuellement dans mon REÉR?

Alliance
mutuelle vie

Si vous ne pouvez répondre précisément à une seule de ces questions

CONSULTEZ L'ASSUREUR-VIE DE L'ALLIANCE

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS: (514) 284-3815
Siège social: 680, rue Sherbrooke ouest, Montréal

BRAVO QUÉBEC



Les québécoises et les québécois ont fait de **1983** une année remarquable.

L'effort collectif associé à la confiance des investisseurs
auront permis de réaliser plus de **40,000 nouvelles mises en chantier**
et de créer **121,000 emplois**.

C'est par des initiatives telles que Corvée-Habitation,
les chantiers Péchiney, Reynolds, et bientôt Alcan, Bell Helicopter,
Comterm-Matra et plusieurs autres
que le Québec combat la récession économique
et témoigne de sa volonté d'agir.

On a raison d'être fiers de cette réussite qui représente environ

13,3 Milliards \$
de nouveaux investissements.

L'avenir s'annonce bien: bravo Québec!

Québec 

Nos producteurs de bois d'oeuvre prévoient une autre bonne saison

L'année 1984 en étant une d'élection aux Etats-Unis, il est peu probable que les taux d'intérêts hypothécaires soient en hausse rapide, ce qui assure les producteurs de bois d'oeuvre du Québec de pouvoir compter sur une autre bonne saison pour se refaire.

L'année 1983 a été excellente pour la majorité des producteurs de bois de construction partout au Québec, note M. Richard Lacasse, le directeur général de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec.

Cette industrie a été éprouvée dès 1980 en même temps que les taux hypothécaires commencent leur ascension surprenante vers les 20 pour 100. Depuis que les banques pratiquent des taux plus "civilisés", près de 10 à 12 pour 100, l'industrie de la construction a repris du poil de la bête et les manufacturiers de bois de sciage en profitent.

"Cette industrie revient de loin", note M. Lacasse. En 1981 les prix ont tombé mais la production était importante. En 1982 les prix sont restés bas et la demande a littéralement chuté. Or, depuis le début de 1983 les prix ont monté rapidement et la production a repris son rythme des "bonnes années".

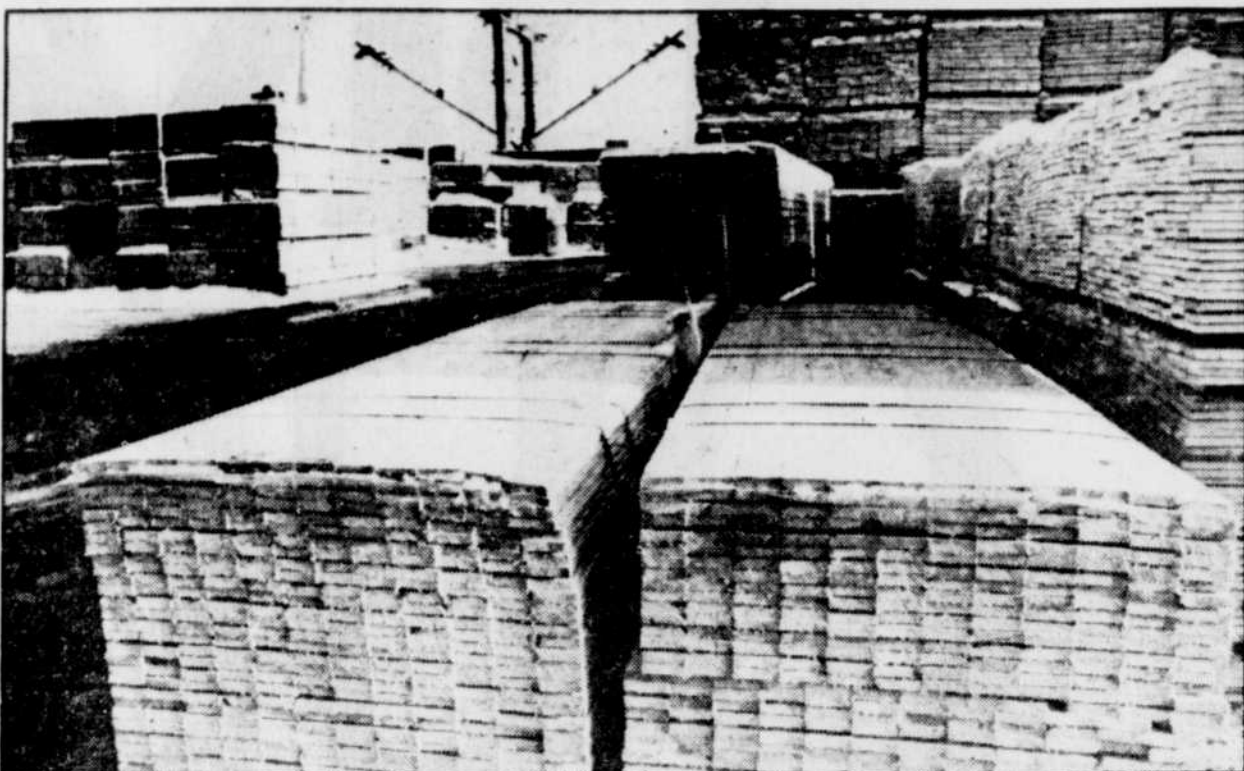
A titre d'exemple, signalons que mille pieds de bois 2 x 4 de huit pieds de long se vendaient \$264 à Montréal en janvier 1983 et que le prix a grimpé à \$363, en mai 1983. Depuis lors il y a eu un redressement et le bois a trouvé son prix d'équilibre à environ \$325 ce qui est suffisant pour assurer la rentabilité des opérations.

— Marc LESTAGE —

Par ailleurs, on ne prévoit pas de chute de la demande en 1984 parce que les taux hypothécaires sont généralement "maintenus bas tout au long des campagnes électorales américaines". Or, les Etats-Unis achètent plus de 50 pour 100 de notre bois et les taux hypothécaires canadiens sont calqués sur les taux américains. La demande devrait donc se maintenir également au nord du 45e parallèle, explique M. Lacasse.

Exportation

En ce qui concerne les marchés d'exportation outre-mer, ils devraient continuer d'absorber près du quart de notre production, soit 800.000 mètres cubes grâce à l'existence de réseaux permanents, vers le Moyen-Orient, développés au cours des deux dernières années de vache maigre.



Le bois d'oeuvre du Québec sera très en demande aux Etats-Unis durant la campagne électorale à la présidence de 1984.

UN RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE RETRAITE

"R.E.E.R."

Sécurité ou...spéculation?

Un REER n'est pas seulement un instrument pour différer l'impôt sur le revenu.

C'est avant tout un placement sûr en vue de la retraite.

Au moment de souscrire un REER, vous vous posez toujours des questions comme:

- Mon REER est-il exempt d'impôts?
- Mon REER est-il à l'abri de mes créanciers?
- Quels sont les avantages du partage de mon REER avec mon conjoint?
- Le capital est-il garanti ou non?
- L'intérêt est-il simple ou composé?
- Le taux d'intérêt est-il garanti? et pour quelle période: 1 an, 5 ans, 10 ans et plus?
- Quels sont les frais en cas de transfert ou résiliation?
- A quel âge pourrais-je convertir mon REER en une rente viagère?
- Quel sera à ce moment-là la solution adéquate dans mon cas particulier?

Seul un professionnel pourra répondre à ces questions. Parlez-en avec votre assureur-vie membre de



L'ASSOCIATION PROVINCIALE
DES ASSUREURS-VIE DU QUÉBEC

511, Place d'Armes, #701
Montréal, Qc H2Y 2W7

6 600 membres répartis dans 19 associations régionales

Industrie électronique

Le Japon et les Etats-Unis continueront de dominer

L'expansion de l'industrie électronique s'accélérera dans le monde en 1984 grâce à l'amélioration de l'activité économique, mais cette croissance restera nettement plus lente en Europe qu'aux Etats-Unis et au Japon, selon les prévisions de l'annuaire de l'électronique publié récemment, à Londres, par les experts-conseils britanniques Mackintosh.

Selon eux, la production des Etats-Unis atteindra en 1984 une valeur de plus de 163 milliards de dollars (à prix et taux de change constants de 1983), soit 16,4 pour 100 de plus qu'en 1982.

La production européenne, qui, à 82 milliards de dollars (augmentation de 7,75 pour 100 sur 1982), devrait dépasser son niveau record de 1981 (79 milliards), accusera néanmoins un déclin par rapport à la production américaine, ne re-

présentant plus que 50 pour 100 de celle-ci contre 54 pour 100 en 1982.

La production du Japon devrait atteindre 75,5 milliards de dollars en 1984 (augmentation de 22 pour 100 sur 1982), soit un niveau équivalent à 92 pour 100 de la production réunie des 14 pays européens (contre 79 pour 100 en 1982) et à 46,2 pour 100 de celle des Etats-Unis (contre moins de 43 pour 100 en 1982).

La RFA, principal pro-

ducteur européen, ne fabriquera en 1984 que pour 21,8 milliards de dollars d'équipement et composants électroniques (contre 19,9 milliards en 1982), soit moins du tiers de la production japonaise.

La production électronique britannique devrait s'élever à 15,4 milliards de dollars (contre 15 en 1982); celle de la France à 14,9 milliards (contre 14) et celle de l'Italie à 8,7 milliards (contre 7,7).

Les consultants font remarquer que le marché japonais du matériel électronique reste le plus expansionniste du monde, avec une croissance supérieure à 23 pour 100 de 1982 à fin 1984, contre 17 pour 100 pour les Etats-Unis et 8,7 pour 100 seulement pour l'Europe.

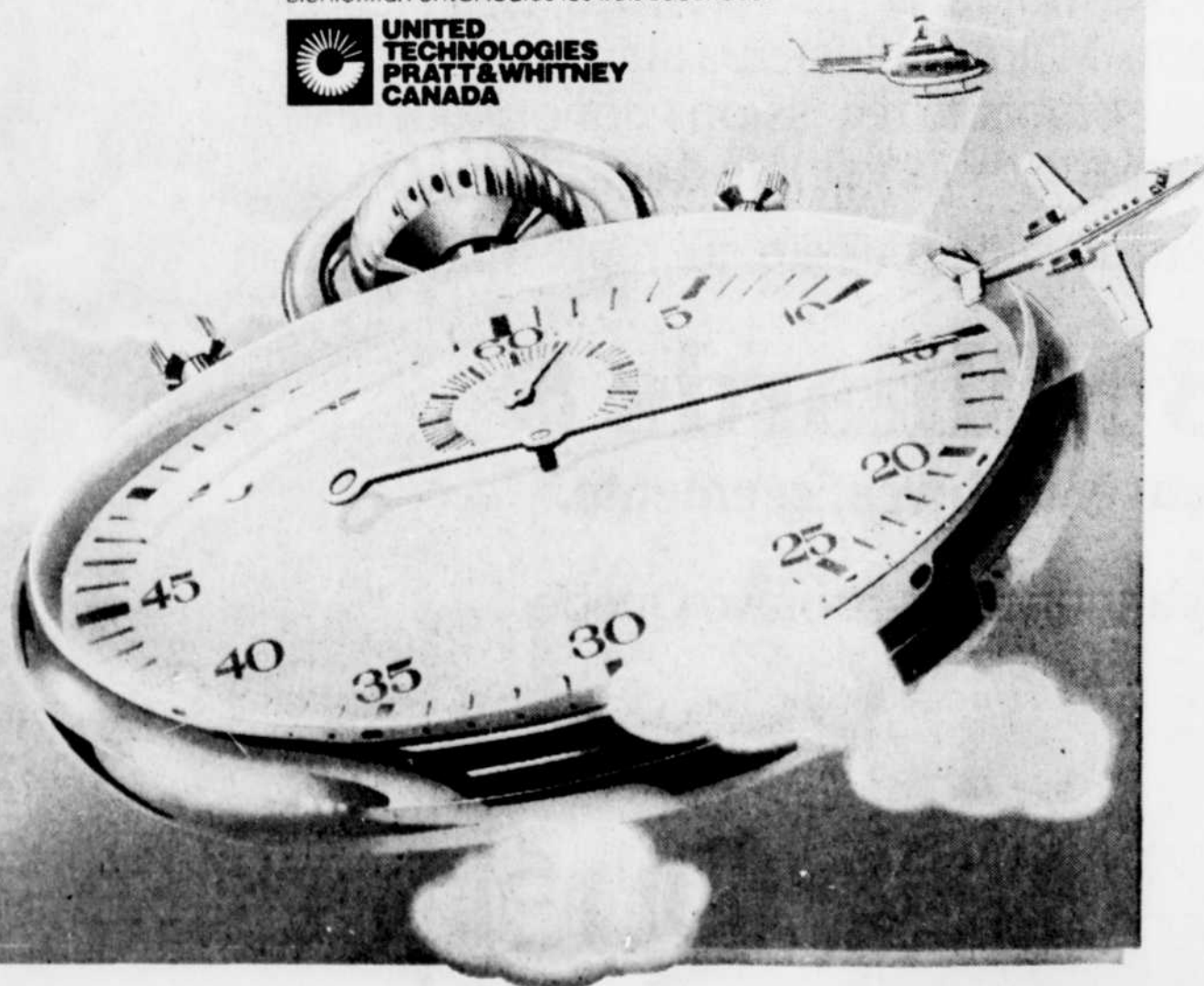
TOUTES LES 4 SECONDES...

Toutes les quatre secondes s'envole, quelque part dans le monde, un avion propulsé par des moteurs Pratt & Whitney conçus et fabriqués ici, à Longueuil.

Dans plus de 130 pays, des milliers d'aéronefs — avions d'affaires, avions régionaux, avions agricoles et hélicoptères — sont équipés de turbo-propulseurs PT6 ou de turboréacteurs JT15D.

Et cette année, nous lançons notre tout nouveau moteur: le PW100.

Bientôt...un envol toutes les trois secondes!



LE GOÛT de vous servir encore mieux

- ✓ — Un magasin agrandi et entièrement rénové
- ✓ — Une toute nouvelle sélection de meubles de qualité
- ✓ — Une gamme d'appareils électroménagers des plus complètes et un vaste choix de téléviseurs et d'appareils audio-vidéo
- ✓ — Personnel de vente spécialisé et des plus dynamiques
- ✓ — Oui, toute une relance en 1984!

LA
SUPER
VENTE DE
LA
RELANCE
est présentement
en cours

GASTON
LEVESQUE

100, rue Chabot, Ville-Vanier - 683-3471
Tout près de Place Fleur de Lys

"Tout
le monde
le dit"

✓ Venez faire
la différence!



Le transport routier de marchandises a franchi des années difficiles, et sa survie est surtout attribuable à l'efficacité administrative des entreprises privées opérant dans ce secteur économique.

L'industrie du camionnage pourra reprendre un peu son souffle cette année

Après deux années passées exclusivement à assurer sa survie, l'industrie du camionnage pourra reprendre un peu son souffle en 1984, tout en espérant faire mieux qu'au cours de 1983 en terme de volume d'affaires.

"On a coupé du gras partout, les effectifs de personnel ont été réduits de 20 pour 100, les flottes de camions ont été décimées et en plus

Les véhicules

Du côté des véhicules en service, la diminution a été encore plus

Marc LESTAGE

Le transport par autobus devra encore jouer serré

Les ventes d'automobiles ont repris rapidement, l'avion demeure le seul mode de transport commode sur les grandes distances, alors les propriétaires d'autobus n'auront d'autre alternative que de jouer serré avec Via Rail, pour essayer de maintenir une part de leur marché, au cours de 1984.

On ne peut pas dire que les propriétaires d'autobus ont eu la vie facile depuis 25 ans au Québec. Sans cesse, leur part du marché a décliné par rapport à l'automobile privée.

En ce qui concerne le rail, le problème est différent parce que les propriétaires d'autobus assistent à la résurrection d'un mode de transport que l'on croyait éliminé "mais que la volonté politique et les grosses subventions sont en train de faire revivre coûte que coûte", note la Canadian Motor Coach Association dans un récent mémoire au ministre Lloyd Axworthy de Transports Canada.

Au Québec

A l'Association des propriétaires d'autobus du Québec, le pendant provincial de la CMCA, une étude récente constatait une diminution de 19,3 pour 100 de la

clientèle depuis cinq ans et des pertes de \$2,9 millions pour les entreprises au cours de 1982.

Du même souffle l'association exigeait l'abolition de la taxe sur l'essence et le fuel-oil, l'abolition des taxes sur certaines locations de véhicules et un adoucissement des tarifs et de la réglementation administrés par la Commission des transports du Québec.

En retour, l'association a bénéficié comme tout contribuable de la simple diminution de la taxe ascenseur que les compagnies ont vite fait de rappeler à leur profit...

Responsabilité sociale

Au-delà de la guerre des chiffres, l'Association des propriétaires d'autobus considère que le débat devrait être vu sous l'angle de la responsabilité sociale des transporteurs.

Alors que l'autobus dessert 900 villes au Québec, l'avion en rejoint 42 et le train (Via Rail) seulement 158.

Or, les propriétaires d'autobus desservent les régions rurales à pertes et doivent chercher du financement dans les lignes plus achalandées (Montréal-Québec ou Montréal-Sherbrooke).

Les propriétaires d'autobus

sont donc ulcérés quand le gouvernement leur apprend, comme dans le dernier discours du Trône, qu'il faudra investir encore plus pour permettre à Via Rail de donner un meilleur service sur les quelques lignes où le train existe encore et où précisément ils font la vie dure aux autobus.

La situation devient même immorale, selon la CMCA, quand on y consacre des budgets de publicité énormes et que l'on coupe les prix avec l'argent des contribuables pour entretenir le souffle moribond de la compagnie des chemins de fer de la Couronne, dans le domaine du transport des personnes.

Le directeur aux relations publiques de l'Association du camionnage du Québec, M. Louis Fahndrich, affirme que la "dégringolade" de cette industrie semble terminée mais que "rien ne peut assurer le maintien de l'équilibre actuel".

De fait, l'industrie du camionnage semble fonctionner de façon rentable parce que depuis deux ans les entreprises de ce secteur ont éliminé toutes les unités de leur parc qui étaient en trop, en plus de rationaliser les routes et utiliser de façon optimale leur personnel.

Dans ce contexte, il est un peu difficile de déterminer si les conditions économiques se sont assainies dans l'industrie du camionnage ou si les administrateurs d'entreprises n'ont pas plutôt réalisé des prouesses dans le domaine de la gestion de la décroissance.

«POUR VOTRE REÉR, ALLEZ VOIR LES NO 1»

NOUS RECEVONS PLUS DE FONDS EN DÉPÔTS REÉR QUE TOUTE AUTRE BANQUE.

Tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite vous permettent de payer moins d'impôt et de faire des économies pour l'avenir, mais certains conviennent mieux que d'autres à vos besoins personnels.

Les Canadiens confient plus de fonds en dépôts REÉR à la Banque de Commerce qu'à toute autre banque. Nous pouvons donc vous faire bénéficier par nos conseils d'une très vaste expérience et vous recommander le REÉR qui vous convient le mieux.

Nous vous offrons deux sortes de régime enregistré d'épargne-retraite, les deux avec des taux avantageux et sans frais. Nous sommes prêts à répondre à toutes vos questions. Venez voir les N° 1.

Deux régimes

À vous de choisir : le dépôt REÉR qui peut être retiré en tout temps ou le REÉR à taux garanti qui rapporte un intérêt élevé garanti.

Aucuns frais

Tant pour le dépôt REÉR que pour le REÉR à taux garanti, il n'y a aucuns frais d'enregistrement ou d'administration. Cependant, des frais de 25 \$ sont prévus en cas de résiliation d'un dépôt REÉR dans l'année qui suit la souscription.

Taux avantageux

À la Banque de Commerce, vous pouvez toujours compter sur des taux très avantageux. Passez nous voir. Nous saurons vous conseiller le REÉR qui répond le mieux à vos besoins.

7%

Le dépôt REÉR

Par année, capitalisé et versé semestriellement.
DÉPÔT MINIMUM : 50 \$
LES FONDS DOIVENT DEMEURER EN DÉPÔT PENDANT UN MOIS CIVIL COMPLET POUR PORTER INTÉRÊT DURANT CE MOIS.

9¾%

Le REÉR à taux garanti

Par année, capitalisé et versé annuellement. Les fonds ne peuvent être retirés avant l'échéance.
DÉPÔT MINIMUM : 500 \$
DURÉE MINIMUM : 2 ANS

LES TAUX PEUVENT ÊTRE MODIFIÉS SANS PRÉAVIS.

Date limite : le 29 février.

LA BANQUE DE COMMERCE, ÇA PORTE FRUIT!



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE

UNE CONFÉRENCE?

NE DÉCIDEZ RIEN!

SANS NOUS APPELER.

À l'Estérel, nous sommes passés maîtres en planification de conférences.

Un simple coup de téléphone et notre personnel vous dira ce que nous pouvons faire pour vous et se chargera de tout, sans tarder. Pour notre équipe de spécialistes, l'art d'organiser et de coordonner des ateliers de travail, des séminaires, des réunions de ventes et des conférences n'a vraiment plus de secret.

Alors ne décidez rien sans d'abord nous appeler.
Composers 614-228-2571.
A Montréal, 866-8224.

À l'Estérel, vos affaires nous tiennent à cœur.

l'Estérel

C.P. 38, Ville d'Estérel (Québec) J0T 1E0

Nos REÉR suscitent beaucoup d'INTÉRÊT... et le vôtre?

Demandez une ANALYSE GRATUITE à un conseiller du Trust Général.

Gratuitement et sans obligation, un de nos conseillers financiers analysera avec vous votre régime actuel. Il vous aidera à obtenir des taux d'intérêt élevés et une sécurité totale, tant au niveau du capital qu'à celui des intérêts. Il pourra vous guider dans le choix de fonds de placements en actions, en obligations ou en hypothèques. Il pourra aussi vous renseigner sur notre REÉR autogéré.

Notre conseiller se chargera, si vous le désirez, de transférer sans frais votre régime actuel au Trust Général.

Les REÉR du Trust Général... un gage de rendement et de sécurité.

Téléphonez-nous

Québec: 1091, chemin Saint-Louis, 688-0630
Lévis: Les Galeries Chagnon, 833-4450



TRUST GÉNÉRAL

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.
Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

Dans le secteur agro-alimentaire

Le baromètre économique est à la hausse, mais tout dépend réellement de la météo

Et si la performance de l'agro-alimentaire québécois en 1984 dépassait les prévisions des spécialistes du ministère et des industriels du secteur de la transformation?

Il règne tant chez les spécialistes du ministère que dirige M. Jean Garon que chez les industriels de l'important secteur de la transformation des aliments un sentiment d'optimisme que l'on pourrait qualifier de modéré pour 1984.

Tous ces intervenants ont un commun dénominateur lorsqu'il s'agit d'extrapoler sur ce que sera 1984 dans l'agro-alimentaire. Personne n'est intéressé d'aller au bâton lors-

que des inconnus aussi importants que les facteurs climatiques entrent en ligne de compte. Un déluge de quelques mois suivi d'une sécheresse encore plus longue et tou-

tes les données sont faussées.

Des chiffres

Dans leur étude pour établir les perspectives économiques du secteur agricole en 1984, les économistes du MAPA, tout en tenant compte de conditions climatiques normales, estiment que les ventes des producteurs laitiers pourraient s'accroître de 4,5 pour 100, suite à une augmentation des besoins du marché intérieur en lait industriel et à une relance de la consommation des produits laitiers, particulièrement du lait de consommation.

Les recettes monétaires dans ce secteur pourraient atteindre \$1,1 milliard en 1984, une hausse de 10,3 pour 100 sur 1983.

Dans le secteur des viandes et des volailles, après un léger fléchissement en 1983, les spécialistes prévoient que la production de volaille, de bœuf et de veau pourrait s'accroître légèrement.

Concernant le secteur porcin, les pertes subies en 1983 combinées avec des prix pour les céréales qui s'annoncent plus élevés en 1984 pourraient faire fléchir la production de quelques dizaines de milliers de têtes cette année. Les économistes du ministère notent ce-

pendant qu'avec une hausse prévisible du prix du porc, les recettes monétaires de ce secteur devraient être légèrement meilleures en 1984.

Des ensemencements supérieurs (+7 pour 100 en superficie) devraient permettre à la production céréalière de dépasser les 2 millions de tonnes en 1984. Les recettes monétaires, quant à elles, s'accroîtront probablement de 4,5 pour 100 pour atteindre \$170,3 millions.

Finalement, dans le secteur horticole, les spécialistes estiment qu'avec des rendements moyens, les

recettes monétaires de l'ensemble des produits horticoles devraient atteindre \$167,3 millions en 1984 comparativement à \$137,4 millions en 1983. Cette hausse serait attribuable à l'augmentation de la production alors que les prix augmentent légèrement.

recettes monétaires de l'ensemble des produits horticoles devraient atteindre \$167,3 millions en 1984 comparativement à \$137,4 millions en 1983. Cette hausse serait attribuable à l'augmentation de la production alors que les prix augmentent légèrement.

recettes monétaires de l'ensemble des produits horticoles devraient atteindre \$167,3 millions en 1984 comparativement à \$137,4 millions en 1983. Cette hausse serait attribuable à l'augmentation de la production alors que les prix augmentent légèrement.

Le sommet

Bien sûr incomplet, ce rapide survol des prévisions agricoles pour 1984 montre quand même que dans la conjoncture économique actuelle, beaucoup de choses sont en place pour que 1984 soit une année bien meilleure que 1983.

Un seul secteur est l'objet d'inquiétudes, et c'est celui du porc. Tous s'accordent pour dire que les prix aux éleveurs se raffermiront vers le milieu de 1984, suivant en cela le marché américain dont l'influence est continentale. Depuis deux ans, le cheptel porcin québécois est en baisse alors que ceux d'autres provinces de l'Ouest et de

l'Ontario sont en progression. De plus, la compétition sur les marchés d'exportation est plus difficile.

Optimisme

Comme derniers points de repère, il est intéressant de constater qu'en 1983, le secteur agricole québécois montre une hausse de 1,4 pour 100 du revenu brut réalisé, comparativement à 1982. Les dépenses d'exploitation ont baissé de 2,7 pour 100 l'an dernier, toujours vis-à-vis de 1982, et les revenus nets réalisés ont gonflé à 16,9 pour 100 en 1983, comparativement à l'année précédente.

Globalement, on peut donc dire que le secteur agricole a su traverser relativement bien la crise économique qui a eu son point culminant en 1982. En tout cas de façon beaucoup plus encourageante que certains autres grands secteurs économiques.

Certains mécanismes d'intervention, comme le crédit agricole ou encore les régimes d'assurances agricoles, ne sont pas étrangers au fait que l'agriculture québécoise a gardé sa base, sa capacité de production intacte.

Dans l'ensemble, les agriculteurs en prennent maintenant conscience et ils en sont d'autant sécurisés. Tout est donc là pour que 1984 soit une bonne année, meilleure que prévue sinon excellente, si la météo collabore bien.



setlakwe
Mode Féminine

Entreprise québécoise fondée depuis plus de 75 ans, Setlakwe est présent en Beauce, à Sherbrooke, Thetford-Mines et Québec. Reflets du dynamisme qui caractérise l'économie de chez nous, les magasins setlakwe offrent aux élégantes le chic et la distinction de la mode européenne et québécoise.

...L'ULTRA-DISTINCTION!



setlakwe
MODE FEMININE

Place Fleur de Lys - 529-4981
Galerias de la Capitale - 627-5330
Ste-Marie de Beauce - 387-5448

MOI, JE LIS
LE SOLEIL
TOUS LES
JOURS!



Vous voulez assurer
votre voiture?
votre maison?
votre entreprise?
votre flotte de camions?

Le Groupe Commerce vous offre un
choix complet de formules d'assurances
personnalisées. Consultez votre courtier
d'assurances aujourd'hui.

LE GROUPE COMMERCE
Compagnie d'assurances
75 ans de présence rassurante

UNE
ENTREPRISE
QUI VOUS PROFITE
BIEN

La santé économique d'une région relève en grande partie de la santé de ses industries. La Laiterie Laval est l'une de ces entreprises dont la prospérité est un apport important au bien-être de la collectivité. Consciente de l'importance de son rôle dans l'économie de la région de Québec et de l'est de la province, elle met tout en oeuvre depuis plus de 50 ans pour satisfaire aux exigences et besoins sans cesse croissants du marché.

Laiterie Laval Ltée génère 600 emplois directs sans compter les travailleurs des 613 fermes laitières des régions voisines de Québec approvisionnant les usines de l'entreprise. Elle est fière de la provenance authentiquement régionale de son produit de base. C'est un autre atout qui en fait un partenaire économique de premier choix.

Et comme nos partenaires économiques, nous savons que notre produit fait profiter l'économie.

Laval

Laiterie Laval Ltée

Un marché de l'énergie plus développé avantagerait les consommateurs en 1984

MONTREAL — Les consommateurs québécois pourront encore profiter en 1984 du resserrement marqué du marché de l'énergie et de la guerre des prix à laquelle se livrent les sources concurrentes d'énergie qui tentent de s'assurer une plus large part de la consommation totale des énergivores québécois.

Cette guerre des prix, qui marque un temps d'arrêt sur le marché de l'essence, déjà amorcée sérieusement en 1983, sera d'autant plus féroce que le marché est plus diversifié pour le consommateur québécois. Au cours de l'année, l'expansion du réseau gazier québécois permettra de couvrir la majeure partie des régions que cette nouvelle source d'énergie entend pénétrer. Électricité et mazout verront ainsi s'accroître une concurrence qui ne peut qu'être bénéfique au consommateur.

Déjà les effets de cette bataille pour percer un marché de plus de \$10 milliards par année se sont fait

sentir en 1983: la plupart des sources d'énergie ont vu leur prix ralentir sérieusement. En 1984, non seulement les prix du pétrole resteront gelés jusqu'au 31 décembre, mais en outre les augmentations de tarifs des autres sources d'énergie traditionnelles (gaz et électricité) ont dû suivre en maintenant leur augmentation pour 1984 en deçà du rythme d'inflation (3,3 pour 100 pour Gaz Métro et 4,3 pour Hydro).

Non seulement ce répit arrive à point pour permettre à une économie amochée de reprendre son envol mais il suit une période de rattrapage qui laissera des traces profondes dans le paysage éner-

gétique québécois.

Depuis 1980, les prix du pétrole brut ont augmenté de 53 pour 100 au Québec pendant que les prix du

Gilles BOIVIN

pétrole international n'augmentaient que de 14 pour 100. Avec près d'une décennie de retard par rapport au marché international, le marché canadien et québécois s'ajustait ainsi aux soubresauts du marché mondial. Les prix du gaz naturel — fixés arbitrairement à 65 pour 100 de ceux du pétrole — ont évidemment suivi et les tarifs d'électricité ont eux aussi fait des bonds coûteux.

Heureusement, le resserrement du marché et la mise en oeuvre, dans la plupart des pays industrialisés, de politiques d'économie d'énergie ont stoppé la

course folle des prix et entraîné un rajustement (de \$35 à \$29 US) du prix du baril de pétrole importé.

Dans un environnement hautement compétitif, ce temps d'arrêt dans le secteur pétrolier a forcé les autres sources d'énergie — et notamment l'électricité — à s'ajuster aux nouvelles données du marché québécois. La situation est d'ailleurs accentuée ici par les imposants surpluses que la baisse de la demande a bloqués derrière les barrages de la société d'Etat.

Du côté des pétrolières, qui ont momentanément mis un terme à leur guerre de prix dans les stations-service, les prix continueront de fluctuer encore cette année. Après une baisse de 12 pour 100 encore cette année, les ventes de produits

pétroliers continueront de baisser encore en 1984 et les consommateurs devraient profiter à nouveau des soubresauts de la concurrence.

Pour les distributeurs de gaz naturel, la restructuration de l'industrie du raffinage à Montréal (fermeture de trois raffineries) a déjà permis un certain raffermissement des prix du mazout lourd, l'un de ces principaux concurrents dans le secteur industriel.

La situation ne sera cependant guère facile pour les distributeurs de gaz naturel puisque Hydro-Québec entend accentuer cette année encore ses efforts de vente d'énergie excédentaire. Dans le secteur résidentiel, les succès du programme biénergie ont largement

dépassé les espérances et viendront ravir une bonne part de la clientèle du gaz dans ce secteur en 1984 avec le prolongement du programme de subventions pour une autre année et l'élargissement de la biénergie aux secteurs multifamilial, commercial et institutionnel.

Dans le secteur industriel également, épine dorsale de la rentabilité financière du réseau gazier québécois, les programmes de vente d'Hydro-Québec continueront d'exercer une pression à la baisse sur les prix de l'énergie pour l'industrie. A tel point que des discussions se poursuivent au plus haut niveau, entre Ottawa et les provinces productrices, afin d'ajuster les prix du gaz aux nouvelles exigences du marché québécois.

Hydro-Québec dominera les investissements

MONTREAL — Les investissements nets totaux dans le secteur de l'énergie dépasseront les \$2 milliards au cours de l'année, dont quelque \$1,7 milliard dans le seul secteur de l'électricité. Le reste des investissements proviendra surtout de l'expansion du réseau gazier québécois.

— Gilles BOIVIN —

En dépit d'une baisse marquée de ses investissements au cours des 10 prochaines années, Hydro-Québec tiendra encore le peloton de tête en matière d'investissement au cours des prochaines années. La société d'Etat a même accepté, à l'invitation pressante du gouvernement québécois, d'ajouter quelque centaines de millions de dollars pour soutenir l'effort de relance économique.

Quant à l'expansion du réseau gazier québécois, c'est surtout la construction, au cours de l'année 1984, du tronçon qui doit acheminer

le gaz naturel vers le Saguenay—Lac-Saint-Jean qui entraînera la plus importante part des investissements. Gaz Inter-Cité prévoit en effet affecter quelque \$210 millions pour la prolongation du gazoduc de Grand-Mère à Chambord, puis à La Baie, au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Ces travaux seront entrepris dès que possible afin de garantir l'arrivée de cette source d'énergie dans la région dès novembre.

Par ailleurs GICQ prévoit également investir quelque \$72 millions pour augmenter la capacité de son réseau de distribution en 1984. Ainsi, le réseau devrait desservir la papeterie Reed dès juin, ouvrant ainsi la voie vers les grands hôtels du centre-ville et les édifices gouvernementaux.

Le distributeur québécois devra cependant mettre la pédale douce à ses tra-

vauts dans la région immédiate de Québec au cours de l'été pour ne pas nuire à l'image de la ville à l'occasion du rassemblement des grands voiliers et ne pas ouvrir les rues sous les roues de la...papamobile qui y circulera en septembre.

Du côté du Gaz métropolitain, on entrevoit également des investissements de quelque \$75 millions en 1984 pour l'expansion du réseau de distribution.

NOUS VOUS ASSURONS TOUS LES SERVICES

Assurance-vie individuelle et collective. Rentes. Assurances I.A.R.D. Prêts hypothécaires. Planification financière et successorale. Communiquez avec l'un de nos représentants. Il connaît parfaitement tous les services et peut vous conseiller efficacement.

Les Cooperants, société mutuelle d'assurance-vie
Les Cooperants, compagnie d'assurance générale

(514) 287-6500

333, rue Saint-Antoine est
Montréal (Québec)
H2X 1R9



Coopérants

Votre courtier-clé
BRAULT, GUY, O'BRIEN INC.
Montréal, Québec, Trois-Rivières, Toronto

LA CLEF D'UN PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ

- | | |
|-------------------------------------|---|
| Achat et vente: | <ul style="list-style-type: none"> • actions ordinaires et privilégiées • obligations corporatives et gouvernementales • options • unités de fonds de forage • unités de fonds immobilier • fonds mutuel d'obligations et d'actions |
| Des services: | <ul style="list-style-type: none"> • régimes d'épargne actions (REA) • régimes enregistrés d'épargne retraite (REER) • planification financière et successorale • planification et croissance corporatives-fusions et acquisitions |
| Des instruments économiques: | <ul style="list-style-type: none"> • évaluation de portefeuille • analyses économiques et financières • en exclusivité pour fins d'impôt: • états récapitulatifs des REA • sommaire de revenu de placement |

BRAULT, GUY, O'BRIEN INC.
250, Grande Allée ouest
Suite 002
Québec, Qué. G1R 2H4
Tél.: (418) 647-4600

RELATIONS HUMAINES ET COMMUNICATION DANS LA VENTE

Pour les gérants et les propriétaires

- Session de 72 heures
- Animée par des professionnels de la vente
- Formule intensive de 3 fins de semaine du vendredi midi au dimanche soir: 3, 4, 5 février, 2, 3, 4 mars; 6, 7, 8 avril
- Maximum de 12 participants par groupe
- Pour améliorer les communications et les relations humaines avec l'équipe de vente

THÈMES GÉNÉRAUX ABORDÉS

- Le gérant et le leadership
- L'écoute de soi
- La dimension affective de la vente
- Les communications dans l'entreprise
- Les applications dans l'industrie

Communiquez avec nous dès maintenant pour réserver votre place.

CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE du Collège Marie-Victorin

7125, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J7
Tél. (514) 325-4414

Institut d'administration publique du Canada
le mardi 24 janvier 1984 à midi
Hôtel Loews Le Concorde



M. Pierre MacDonald

M. Pierre MacDonald, vice-président de la Banque de Montréal, sera le conférencier invité du Groupe de Québec de l'Institut d'administration publique du Canada. Il traitera des "Nouvelles formes d'intervention de l'Etat: avantages et inconvénients".

Pour information:
M. Hervé Brosseau
Tél.: 694-6147

QUELLE ÉNERGIE!

PROPRE
Pas de fumée, pas d'odeur, pas de murs jaunis. L'électricité, c'est encore «propre, propre, propre».

EFFICACE
Vous consommez juste ce qu'il faut: pas un kilowattheure de gaspillé. L'électricité vous en donne pour votre argent. C'est ce qu'on appelle un bon rapport qualité-prix.

CONFORTABLE
Un chauffage égal, confortable et souple. Vous pouvez contrôler la chaleur à volonté grâce à une commande centrale ou à la pièce.

ACCESSIBLE
L'électricité est déjà partout. Vous pouvez faire installer ou modifier votre système de chauffage dès demain, où que vous habitez.

LA NÔTRE!
Tout compte fait, l'électricité est la source d'énergie par excellence. Idéale pour le consommateur, elle est non polluante, renouvelable... et c'est la seule source d'énergie qui nous appartienne vraiment.

L'ÉNERGIE D'ICI, L'ÉLECTRICITÉ

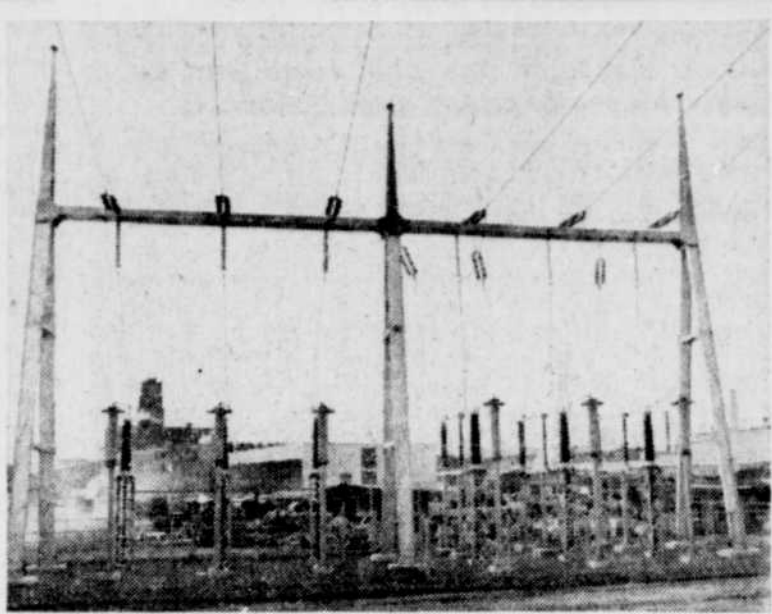
Tassé le boursier

Tassé & Associés, Limitée

Pour votre REER
647-1050

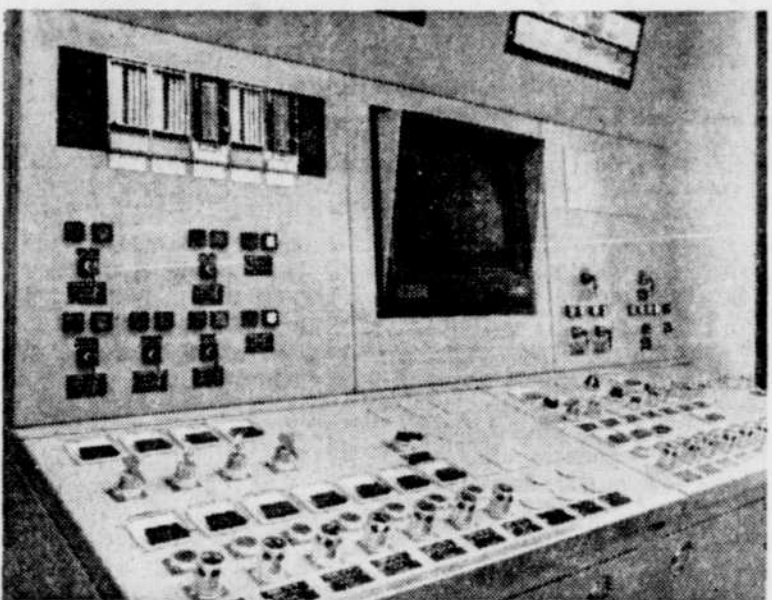
REED

TOUJOURS À LA FINE POINTE DE LA TECHNOLOGIE



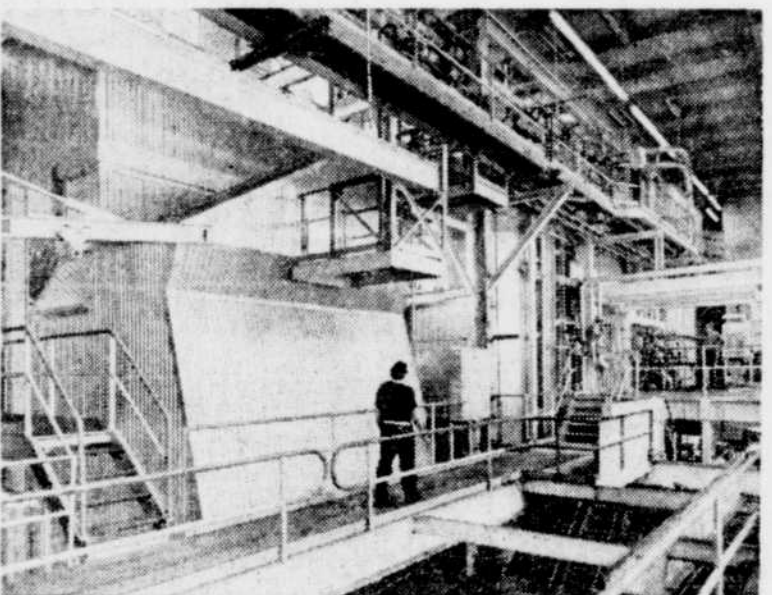
POSTE CONVENTIONNEL 230,000 VOLTS

L'installation d'un poste conventionnel à 230,000 volts, entièrement couvert et alimenté à partir d'un portique AVA unique en son genre au Québec.



FIBRE OPTIQUE

L'utilisation de fibre optique pour la transmission de données permet une qualité de transmission d'information supérieure.



NOUVELLE CHAUDIERE A VAPEUR

D'une puissance de 250,000 livres de vapeur à l'heure, cette nouvelle unité peut utiliser le mazout ou le gaz naturel.



FORMATION DU PERSONNEL

Le concept de formation retenu par Reed fait en sorte que des employés, en collaboration avec le personnel cadre, participent à l'élaboration des manuels de formation spécifiques à l'entreprise pour ensuite dispenser la formation aux autres employés.

C'est dans cette optique que la Papeterie Reed s'efforce de poursuivre, en parallèle, la modernisation de son usine et la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée.

REED

met tout en oeuvre pour assurer la qualité de ses produits
et l'avenir de l'entreprise